GLASUL MINORITĂȚILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG } IV. IANUARIE—FEBRUARIE / JANVIER—FÉVRIER / JÄNNER—FEBER NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER } 1—2

În pragul noului an.

„Juru-te drept aceea... propovăduește cuvântul, stai de el cu vreme și fără vreme, mustră, ceartă, îndeamnă cu toată îndelungă răbdarea și cu învățătura. Pentrucă va veni vremea, când învățătura cea sănătoasă nu o vor primi; ci după poftele sale își vor alege loruși învățători, cari le vor gâdili urechile și dela adevăr auzul își vor întoarce și la basme se vor pleca".

La sfârșit de an, la Sân-Văsii, în biserica catolică de s. Silvestru, se face această citire din cartea s. apostol Pavel către Timoteiu.

În pragul anului nou repetăm și noi aceste cuvinte către toți, cari stau în serviciul marei noastre cauze.

Mustră, ceartă, îndeamnă cu răbdarea și cu învățătura, aceasta e și chemarea noastră, și soartea ne-a hărăzit și nouă, că se găsesc, cari nu primesc învățătura cea sănătoasă, ci după poftele lor la basme se vor pleca.

Dar care e învățătura sănătoasă și ce e basm în situația noastră prezentă? S'au zdrobit vechile cadre ale ideei naționale maghiare. S'a pierdut unitatea statului național maghiar. Nu suntem primii și nu vom fi ultimii, asupra cărora această soarte a adus-o vitorul istoriei.

Dar s'a schimbat istoria naturală a popoarelor devenite națiuni. Sfășiarea nu mai înseamnă moartea popoarelor, ci învierea a tot atâtea vieți noui, în câte s'a rupt cea veche.

A desăvârși aceste vieți, a încadra armonios acestea între cele mai vechi, a da o valoare culturală ridicată acestora și a le feri de orice stricăciune: aceasta poate fi problema impusă de învățătura sănătoasă.

Aceia însă, cari își văd chiemarea în altceva, cari trecutul vor să-l facă prezent, cari nu cumpănesc posibilitatea, ci încalecă pe aripile dorinței, aceia sunt, cari se pleacă spre basme, cărora le reamintim, în pragul noului an, cuvintele poetului:

„Pentru vis — ce-ai petrecut — nu lăsà
„Căci numai realitatea poate salvà
„Și ca fumul trece, închipuirea."

Les Droits des Minorités et la Défense de ces Droits en Roumanie.*

Par M. le **Dr. Arthur de Balogh** (Cluj).

Le principe des nationalités qui présidait à la création du nouvel ordre politique en Europe, trouvait, de l'avis général, une application logique dans la reconnaissance de certains droits aux personnes qui appartiennent «*aux minorités de race, de langue et de religion.*»

Dans cette définition des minorités nationales, le caractère ayant trait à la race est certainement le plus vague, étant difficilement saisissable à moins de se manifester par la langue ou la religion. Les droits en question sont précisément destinés à assurer l'exercice des droits civils aux personnes qui font partie de ces minorités, avec la même plénitude qu'aux membres de la nation qui en forment la majorité. La protection accordée aux minorités nationales par les traités de paix et par des conventions spéciales constitue une application nouvelle et étendue du principe général de la protection des minorités, principe qui inspirait jusqu'ici la législation intérieure des Etats, soit pour amender les lois constitutionnelles soit pour fixer le régime des élections.

Il doit être bien entendu, dès le début, que dans un Etat libre, moderne, à population mixte, les droits des minorités sont implicitement compris dans l'égalité des droits des citoyens. Et aucun doute ne peut subsister que l'égalité politique, caractéristique essentielle de l'Etat moderne, comporte, une fois admise, la conséquence que le peuple formant la majorité ne peut s'attribuer l'exclusivité pour déterminer la ligne générale à suivre en politique par l'Etat. Proportionnellement à leur force numérique, les minorités ont droit de faire sentir leur influence, notamment sur les décisions relatives à la ligne de conduite que l'Etat entend suivre et qui forme la base de la politique; de sorte que cette ligne générale se manifestera comme la résultante des forces majoritaires et minoritaires, respectant les exigences de l'éthique d'Etat qui, surtout pour la majorité, peuvent dépasser la limite fixée par le droit.

Les minorités invoquent à tout moment leurs droits, justement parce que dans la vie réelle de l'Etat ces droits restent

* Paru au No 3/1925 de la Revue de Droit International.

souvent lettre morte. En outre, depuis la conclusion des traités de paix, la question des minorités a fait éclore une littérature abondante, cherchant à definir avec netteté, au point de vue tant politique que juridique, l'institution de la protection des minorités qui ouvre, sans nul doute, une ère nouvelle dans l'histoire du droit international. Malheuresement l'étude de la question laisse beaucoup à désirer. Cela est d'autant plus regrettable que l'examen de la nature et de l'application de ces droits n'a pas un intérêt et une valeur purement théoriques.

La condition primordiale pour les minorités nationales dans leur lutte pour le respect des droits reconnus par les traités, c'ést de ne *pas quitter le terrain du droit.* D'un autre côté, il est naturel qu'elles cherchent à étendre le domaine des droits reconnus. Cela suppose une connaissance exacte des droits existants. Il importe donc de séparer clairement la base solide des droits acquis d'avec le sable mouvant des *desiderata*, de faire une distinction nette entre «*de lege lata*» et «*de lege ferenda*», en un mot, *de ne jamais confondre la politique avec le droit.* Dans les affaires publiques, le droit est toujours le fruit de luttes politiques, la résultante des forces qui s'affrontent ; il représente donc la politique du passé, tandis que la politique tend à fixer le droit de l'avenir, la lutte politique ayant toujours pour but d'imprimer au droit futur le cachet voulu. Même dans les discussions théoriques de la littérature s'occupant de la question, nous ne rencontrons pas toujours la précision nécessaire de la jurisprundence, ni les divisions exigées par la science du droit ; force nous est de constater l'oubli presque complet de certains points fondamentaux ; dans ces conditions, l'idée qui se dégage sur cette question d'importance universellement reconnue de la vie nationale et internationale est loin d'avoir la netteté désirable.

Partant de ces considérations nous voudrions attirer l'attention sur certaines questions des droits des minorités. En outre, nous nous occuperons spécialement de la question suivante : quelle est la situation juridique actuelle en Roumanie au sujet des droits des minorités et de la défense de ces droits.

1. Traité international et droit public intérieur. — Les grandes Puissances ont conclu des traités avec dix Etats, en vue de protéger les minorités nationales. Un principe fondamental du droit public dit, que les conventions internationales n'atteignent

pas directement les citoyens ; les droits et obligations qu'elles comportent sont valables pour l'Etat, mais non pas pour les ressortissants, pris individuellement. Ces derniers puisent leurs droits uniquement dans la législation intérieure et non pas dans les conventions internationales. Au point de vue juridique, la convention internationale devient définitive et exécutoire, par l'acte de la ratification. C'est affaire au droit public intérieur de désigner l'organe de l'Etat qui, dans les conditions définies, est appelé à ratifier les conventions internationales. En règle générale, les constitutions exigent l'adhésion des parlements pour la ratification des conventions internationales comportant des droits et des obligations pour les citoyens ; cette adhésion acquise, la ratification pourra avoir lieu. Lorsque l'assemblée législative a approuvé la convention internationale, celle-ci aquiert force de loi.

Sans aucun doute, les droits des minorités rentrent dans cette catégorie, puisqu'ils font partie des droits primordiaux des citoyens. Une fois donc que les conventions internationales fixant ces droits ont été approuvées par le législateur, elles prennent rang parmi les lois et constituent une partie de la législation positive de l'Etat.

2. Droits des minorités et la souveraineté de l'Etat — Faisons ici en passant la remarque que la reconnaisance des droits des minorités par conventions internationales et la mise à exécution des engagements acceptés, par des dispositions appropriées touchant à la vie intérieure de l'Etat, ne portent pas atteinte à la souveraineté de l'Etat ; l'affirmation du contraire ne peut être attribuée qu'à l'ignorance complète ou au silence volontaire concernant les principes fondamentaux des sciences politiques.

Restreindre la souveraineté n'est pas lui porter atteinte. Toute convention internationale apporte une restriction à la souveraineté nationale, comme aussi toute liberté accordée à l'individu contre l'Etat, théoriquement omnipotent (d'après l'idée de la souveraineté) mais pratiquement de puissance limitée, restreint la souveraineté nationale. Cependant, ces restrictions tirent leur origine de la volonté de l'Etat lui-même, elles ne sont donc pas en contradiction avec le libre arbitre qui constitue le fondement de la souveraineté. La décision amenant une restriction de la souveraineté peut naturellement être provoquée par une contrainte. Nous savons que la Roumanie a signé la convention relative aux minorités, le 9 décembre 1919 à Paris, sous la pres-

sion énergique des Alliés et notamment des Etats-Unis. (C'est ce qui résulte aussi de la mention, dans le préambule, des agrandissements importants du territoire). Mais en dernière analyse, elle était libre de signer ou de ne pas signer, et elle déclare elle-même au début de reconnaître les droits visés, de sa propre volonté.

3. Les droits des minorités forment partie intégrante du droit public. — En prenant des dispositions intérieures convenables en vue de remplir ses obligations internationales, l'Etat fait entrer les droits des minorités parmi les éléments du droit public. Au cas où la convention se borne à énoncer l'intention d'accorder certains droits, l'Etat qui a pris l'engagenent doit édicter les lois correspondantes. Enfin si la convention ne contient que des déclarations de principe, l'Etat intéressé est tenu à s'acquitter de ses obligations internationales par des lois fixant les mesures de détail. Celles-ci sont nécessaires pour assurer à ces droits la protection judiciaire. Seule la juridiction des tribunaux indépendants offre, pour réparer les offenses faites au droit, le moyen acceptable au point de vue des libertés publiques et accepté par les Etats libres. Cependant toute juridiction a pour condition la possibilité d'invoquer un droit lésé, car le tribunal ne peut se laisser conduire que par le désir de redresser les torts infligés au droit. Et cela est particulièrement difficile lorsque les droits ne sont pas définis avec précision mais seulement en grandes lignes.

Les droits des minorités, définis avec une précision suffisante, deviendront soit des règles positives prescrivant aux organes administratifs la voie à suivre, soit des droits rentrant dans le droit commun, respectivement dans le droit administratif au cas où l'on peut recourir à la justice pour réparation. Ce dernier cas s'est produit en Tchécoslovaquie où les droits des minorités ont été inscrits d'abord dans les lois constitutionelles et ensuite le législateur a pris des dispositions spéciales pour définir dans ses détails l'exécution des principes énoncés par les lois constitutionnelles et pour assurer l'assistance des tribunaux indépendants dans l'éventualité où ces droits subiraient une atteinte de la part du pouvoir exécutif (gouvernement, autorités administratives inférieures). La Haute-cour administrative de Prague s'est prononcée, maintes fois, pour réparer les infractions, commises par les autorités administratives, des droits

assurés aux citoyens appartenant à une minorité nationale. Sans l'assistance des tribunaux indépendants, les droits en question formeront simplement partie intégrante de l'ordre administratif et lorsque les particuliers se sentiront lésés dans leurs droits, ils ne pourront que s'adresser aux autorités supérieures leur demandant d'enjoindre aux organes administratifs de se conformer aux prescriptions légales. Le droit de plainte devant les autorités administratives n'implique pas le droit de recours aux tribunaux par lequel on peut arriver, grâce à l'intervention judiciaire, à annuler ou à modifier une mesure préjudiciable.

4. Caractère juridique des droits des minorités. Droits individuels ou droits collectifs ? — On sait que la reconnaissance des droits des minorités ne constitue pas une innovation ni en matière de droit public intérieur ni en matière de droit public international. En matière de droit public international, seule la nature des garanties est une nouveauté, c'est-à-dire l'assistance judiciaire internationale et la procédure établie pour cette assistance. Pour ce qui regarde le droit public intérieur, il suffit de rappeler l'ancienne constitution autrichienne (loi fondamentale du 21 décembre 1867, article 19) et la loi hongroise sur les nationalités (loi 44 de 1868).

Quand autrefois l'égalité de droit fut reconnue aux nationalités, ce ne sont pas les nationalités en tant que personnes morales qui reçurent les droits mais les citoyens appartenant aux nationalités. *Il est caractéristique à cet égard que la loi fondamentale autrichienne, quoique parlant de l'égalité de droits des «groupes ethniques» range la liberté des nationalités parmi les «droits civils».* La loi 44 de 1868 en Hongrie, relative, comme son titre l'indique, à l'égalité des droits des nationalités, n'a pas accordé, en réalité, l'égalité de droits aux nationalités prises comme unité, mais bien aux personnes appartenant aux diverses nationalités, et n'a édicté des règles détaillées qu'en ce qui concernait l'usage officiel des langues parlées dans le pays.

Aux termes des conventions internationales de nos jours, ainsi que d'après la législation intérieure, dans le cas où celle-ci portait réglementation à la question, les droits des minorités sont des droits individuels et non pas collectifs, au moins en règle générale et en premier lieu ; ils n'appartiennent donc pas aux minorités en tant qu'unités, personnes collectives, donc personnes morales. C'est dans certains cas seulement, comme nous

le verrons plus loin, qu'ils acquièrent ce caractère. Les traités ne parlent nulle part de «*minorités nationales*«, mais de «*ressortissants*», ou de *personnes appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue*» (articles 9, 10, 12 de la convention du 9 décembre 1919, conclue avec la Roumanie) ou de «*habitants qui diffèrent de la majorité de la population par la race, la langue ou la religion*» (articles 44 et 47 du traité de Trianon). On y trouve bien mention des minorités (article 10, alinéa 2 du traité relatif aux minorités, conclu avec la Roumanie), mais on n'est pas fondé d'en tirer la conclusion que les Parties contractantes désiraient assurer des droits aux minorités, en tant que personnes collectives, et non pas aux personnes appartenant aux minorités.

Aux termes de la décision prise par la Société des Nations le 22 octobre 1920, le droit reconnu aux membres du Conseil de signaler devant le Conseil les infractions à la convention des minorités ou le danger d'une infraction possible, n'exclut pas la faculté des „minorités elles-mêmes" de porter devant le conseil tout préjudice subi ou le danger des préjudices. Cela ne signifie pas la reconnaissance des minorités comme personnes morales, d'autant moins que, d'après la pratique suivie par la Société des Nations, les représentants des minorités ne sont même pas entendus en cas de plainte. Le requérant ou pétitionnaire portant devant la Société des Nations les infractions au droit des minorités n'est pas partie dans le litige, et l'affaire, si elle prend le caractère d'un litige (en cas de différend relatif aux articles du traité contenant des stipulations relatives aux minorités, ou de contestation relative aux faits), devient un litige entre la Société des Nations et l'Etat contractant (voir art. 12 du traité avec la Roumanie).

Telle est aussi la conception qu'on trouve dans les droits positifs, dans les lois constitutionnelles et autres portant exécution des dispositions des traités contenant des stipulations relatives aux minorités (constitution polonaise, art. 110; constitution tchécoslovaque, art. 128 à 132; loi tchécoslovaque du 22 février 1920 sur les langues). Il est incontestable que, pour exercer des droits en tant qu'unités, les minorités devraient posséder des organes, juridiquement reconnus, susceptibles de faire usage des droit revenant à l'ensemble, à la personne morale et agissant, par suite, au nom de la collectivité. Or, actu-

ellement, les minorités de race et de langue ne disposent pas de pareils organes.

Cela ne veut pas dire que les détenteurs de ce qu'on est convenu d'appeler *droits des minorités* ne pourraient être que des individus pris isolément et que, même dans la situation juridique actuelle, aucun cas ne pourrait exister où des collectivités minoritaires seraient fondées à exercer ces droits. En effet, les traités contenant des stipulations relatives aux minorités ne portent pas atteinte aux dispositions des droits publics positifs, suivant lesquelles certains droits civils peuvent être exercés non seulement individuellement, mais aussi collectivement, ni aux dispositions qui reconnaissent à certaines associations des citoyens le caractère de corporation de droit public. Puisque le droit public positif reconnaît certains droits publics tant aux citoyens pris individuellement qu'à certains groupements, corporations reconnues, (par exemple, à côté des particuliers, les associations et les communautés religieuses ont également le droit d'établir et d'entretenir des écoles à leurs frais), c'est-à-dire qu'il permet la jouissance de certaines libertés civiques à certaines corporations de citoyens, sous forme collective, il n'est pas douteux que les droits des minorités pourront être exercés collectivement par des personnes appartenant aux minorités. Il est vrai que les traités contenant des stipulations relatives aux minorités parlent toujours, comme nous l'avons vu, de l'individu citoyen. Cependant nos conclusions résultent du fait que les personnes appartenant aux minorités jouissent, en vertu des traités, „juridiquement et effectivement du même traitement et des mêmes garanties" que les autres ressortissants (art. 9 de la convention avec la Roumanie). Par conséquent, si certains groupes des autres ressortissants peuvent exercer certains droits publics, notamment les droits fondamentaux relatifs à la liberté individuelle, il en est de même des groupes de ressortissants appartenant aux minorités. *Il ressort de ce qui précède que les droits des minorités appartiennent aussi aux minorités de religion qui les exercent par leurs organismes légaux.*

En particulier, la personnalité juridique est certainement acquise en cas d'autonomie, car alors le groupement en question a son existence de droit public bien à lui en face de l'Etat. L'autonomie comporte précisément l'attribution par l'Etat, de certaines activités d'ordre public à certains groupes de citoyens. Ce sont ces groupes qui sont alors investis du droit, ayant le

caractère de droit public, d'exercer vis-àvis de l'Etat, certaines activités intéressant le bien public, des fonctions de caractère public, les individus, en tant que parties de l'ensemble, n'étant que les porteurs de ce droit. Dans tous les cas, l'autonomie n'appartient pas aux particuliers mais à certaines collectivités et rentre dans la liberté politique, par laquelle la collectivité minoritaire est autorisée à exercer une partie du pouvoir public.

Les traités de paix ne reconnaissent l'autonomie nationale des minorités que dans un seul cas : celui du peuple ruthène de la République tchécoslovaque (art. 10 du traité avec la Tchécoslovaquie). En outre, l'autonomie scolaire et religieuse est assurée aux Székely et aux Saxons de la Transylvanie (art. 11 du traité avec la Roumanie) ; l'autonomie locale en matière de religion, de bienfaisance, et d'enseignement aux Roumains du Pinde en Grèce), l'autonomie en matière de religion et d'enseignement à toutes les minorités de la Turquie (traité de Sèvres, art. 149). L'autonomie locale appartenant aux collectivités székely et saxonnes constitue un droit collectif puisque cela ne pourrait pas être autrement, en égard à la nature même de l'autonomie.

Tout récemment, l'Esthonie a assuré aux minorités une autonomie générale en matière culturelle ; l'organe de cette autonomie est le conseil culturel de la minorité, lequel a pour mission l'organisation et la direction de l'enseignement au sein de la minorité. Nous voyons ici que les minorités (allemande, russe, suédoise) ont la possibilité d'obtenir une organisation nationale, en d'autres termes, les minorités organisées spécialement sont revêtues par l'Etat de certains droits publics.

Dans un Etat, s'acquittant loyalement de ses obligations internationales, agissant sans parti pris envers les minorités, chérissant la liberté et jouissant d'un ordre bien établi, la solution de la question des minorités sur la base et dans les limites des traités se réduit à une simple question de droit administratif, et les garanties à donner à l'exercice des droits des minorités rentrent dans la sphère de la justice administrative. Il ne faut pas dédaigner cette manière de voir au sujet des droits des minorités, car les droits civils primordiaux sont, en même temps et en raison même de leur nature, des droits administratifs, l'individu n'entrant en rapport avec l'Etat que par l'intermédiaire de l'administration et celle-ci étant le plus souvent la cause des atteintes aux droits reconnus à l'individu dans ses rapports avec l'Etat.

Cette situation juridique permet de traduire en réalité ce que les traités relativs aux minorités voulaient assurer, car les personnes appartenant aux minorités de race, de langue ou de religion pourront demander aux tribunaux indépendants réparation pour les atteintes portées à leurs droits administratifs et obtenir que ces droits soient qleinenement respectés. Sans doute, plus on réussit à faire reconnaître la personnalité juridique des minorités, plus celles-ci auront la force de défendre leur droits, ces droits auront toujours un cachet spécial en comparaison des autres droits primordiaux protégeant l'individu.

5. Droits des minorités et egalité de droit. — Les droits des minorités, forment le complément aux droits fondamentaux garantissant la liberté individuelle, et inscrits dans les constitutions depuis la déclaration française de 1789 des «*droits de l'homme et du citoyen*». Ils n'impliquent donc que la reconnaissance de certains droits, partie intégrante de la liberté individuelle, intéressant particulièrement la nationalité de l'individu. Comme la nationalité se traduit principalement par la langue, les droits des minorités ne sont au fond que des garanties pour la liberté d'emploi de la langue nationale dans l'exercice de certains droits fondamentaux, (libertés des cultes, de l'enseignement, de l'opinion de la presse, de l'association et de la réunion). Il est évident que la liberté de l'enseignement, par exemple, n'est entière pour les personnes appartenant aux minorités que si elle implique la liberté d'enseigner et d'étudier dans la langue de la minorité, ainsi que celle d'établir et d'entretenir des écoles de cette langue.

Les droits des minorités découlent donc directement de la qualité d'homme, car la race, la langue, et la religion sont inseparables de la nature de l'homme. Comme les droits fondamentaux garantissant la liberté individuelle traduisent, en somme, la reconnaissance de la nature et de la dignité humaine, et que la nationalité est la manifestation, dans l'individu, de la nature humaine sous une forme particulière, nous pouvons conclure que *les droits des minorités expriment la reconnaissance de la manifestation de la nature humaine sous une forme particulière, reconnaissance exigée par la liberté individuelle.*

Malgré les raisons développés, à côté du point de vue erroné que les obligetions internationales portent atteinte à la souveraineté de l'Etat, on rencontre aussi très souvent cet autre point de vue erroné, que les droits des minorités sont en contradiction avec l'égalité de droits et comportent des privilèges au profit de certaines catégories de citoyens.

L'égalité de droits, comme elle a été proclamée en France

dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, de 1789, et comme elle s'était incorporée longtemps avant dans le droit commun anglais comportant l'uniformité de l'ordre basé sur le droit et l'égalité des citoyens devant la loi, est certainement en contradiction avec toute espèce de privilège. Mais le fait est que l'égalité de droits n'existe pas sans la reconnaissance des droits des minorités, car, en l'absence de ces droits, les personnes appartenant aux minorités seraient privées de certains droits (liberté de l'enseignement, faculté de se servir de la langue nationale devant les autorités, etc.) que les citoyens appartenant à la majorité peuvent, de ce chef, librement exercer. En d'autres termes, c'est la majorité qui jouirait de privilèges si les droits des minorités n'existaient pas.

Garantir les droits fondamentaux »sans distinction de race, de langue, de religion», comme le fait la loi constitutionelle roumaine dans ses articles 5, 28 et 29, ce n'est pas reconnaître les droits des minorités. Ceux ci ne peuvent résulter que de la reconnaissance de certains droits fondamentaux tenant compte précisément des différences de race et de langue. Nous disons «certains» droits fondamentaux, car la liberté individuelle, l'inviolabilité du domicile, par exemple, doivent appartenir à tous les citoyens, «sans distinction de race, de langue, ou de religion»; tandis que la liberté de l'enseignement par exemple implique la distinction des races et des langues. Dans ces circonstances nous ne pouvons pas nous rallier à la conclusion, faite par M. Dissesen, rapporteur du projet de loi, lors de la discussion de la nouvelle loi constitutionelle de la Roumanie, disant que «*tous les ressortissants roumains, sans distinction de race, de langue et de religion, jouissent des libertés et des droits garantis par la constitution; les minorités ont donc l'assurance d'être ellesmêmes des majorités*».

Il est à noter que les droits garantis par le traité de minorités ne sons pas tous des droits des minorités. Le droit à la vie, à la liberté des cultes appartient, en effet, mème à l'étranger; l'égalité devant la loi est un droit dont tout citoyen peut se réclamer. En revanche, il n'est pas formulé expressément que l'individu est libre de déclarer d'appartenir à une minorité déterminée, ce qui pourtant est fondamental pour toute la question de la protection des minorités. (Voir les procédés employés en Roumanie vis-à-vis des Juifs). Seule la convention germano-polonaise relative aux minorités fait exception à cette règle (art. 74), et on pourrait aussi tirer une conclusion dans le même sens de la disposition par laquelle la constitution tchécoslovaque (art. 134) interdit la dénationalisation. (À suivre).

Stellungnahme der Minderheiten in der Tschechoslowakei.

Von **Dr. Ernst Flachbarth** (Prag).

Auch der ausländische Leser wird sich sicher erinnern, dass bei der Verlesung des Regierungsprogrammes der neuen Regierung in den Bänken der slowakischen Abgeordneten die slowakische Hymne und unmittelbar darauf in den deutschen Reihen das Deutschlandlied erklang, worauf die Tschechen die Staatshymne angestimmt haben. Es wäre verfehlt an eine pure Demonstration zu denken, vielmehr handelte es sich hier um sehr charakteristische Symptome, welche in das innerste Wesen des tschechoslowakischen Staatsproblemes hineinleuchten. Das auch derzeit noch herrschende tschechische Koalitionssystem befolgt, obwohl dem tschechischen Volke bekanntlich nur der kleinere Teil der gesammten Bevölkerung angehört, eine extreme nationalistische Politik, welche von den übrigen Völkern, Deutschen, Ungarn, Slowaken und Ruthenen aufs heftigste bekämpft wird. Keine dieser Nationen ist geneigt ihre Individualität der Idee eines Nationalstaates zu opfern, jede fordert für sich das Recht der – territoriellen oder kulturellen – Selbstverwaltung und wenn nur im Parlamente die Hymnen der einzelnen Völker erklingen, so ermahnt dieses Symbol an die Schwäche des Nationalstaatsgedankens und an die Notwendigkeit die Fundamente des Staates von Grund auf umzubauen.

Das Programm der neuen Regierung Herrn Anton Švehla's glitt nichtsdestoweniger über dieses Urploblem leichtfertig hinweg. Die Tschechoslowakei ist das Schulbeispiel eines Nationalitätenstaates: In dem Vertrage von St. Germain hat sie sich verpflichtet den nationalen Minoritäten ihre Minderheitsrechte zu sichern. Sie ist dieser Verpflichtung ebensowenig nachgekommen, wie jener anderen Verpflichtung von St. Germain, Karpathorussland die Autonomie zu gewähren und versucht auch die in Pittsburg der Slowakei versprochene Selbstverwaltung mit allen ihr zur Verfügung stehenden Mitteln zu hintertreiben. Die nichttschechischen Nationen erwarten mit immer wachsender Ungeduld die Erfüllung ihrer gerechten Forderungen und die Regierungserklärung begnügt sich dennoch ganz unbestimmt darauf zu verweisen, dass inbezug auf die zukünftige

Stellung Karpathorussland die Verfassung und die Verträge die Richtschnur bilden sollen, während die Minderheitsrechte ganz unerwähnt bleiben. Die Frage der Autonomie der Slowakai wird nicht einmal berührt und das Regierungsprogramm sieht höchstens die Aktivierung der Gauverbände vor, d. h. sie will dieses hochwichtige politische Problem auf das administrative Nebengeleise schieben.

Wie stellt sich nun zu diesen Ausführungen die Opposition? Die Deutschen und Ungarn haben in ihren feierlichen Deklarationen klipp und klar betont, dass sie die staatsrechtlichen Verwahrungen, mit welchen sie im Jahre 1920 ins Prager Parlament eingetreten sind, vollinhaltlich aufrechterhalten. Alle ihre Sprecher hoben die Idee des Selbstbestimmungsrechtes hervor, und wenn der äusserst-rechte Flügel der Deutschen als Ziel seiner Partei die Errichtung eines einigen mitteleuropäischen deutschen Reiches forderte, betonte auch der Redner der übrigen deutschen bürgerlichen Parteien (Prof. Spina), dass sie die Friedensverträge von Versailles, St. Germain und Trianon nicht als Rechtsquelle zu betrachten geneigt seien. Derselbe Sprecher verlangte ausserdem die Kulturautonomie für das deutsche Volk, eine Forderung, für welche seinerseits auch das Ungartum eintritt. Die ungarische und deutsche Minderheit wird natürlich auch fernerhin die vollinhaltliche Durchführung des Minderheitsvertrages von St. Germain fordern, insbesondere aber die Erlassung einer Sprachenverordnung, welche im Sinne des Sprachengesetzes v. J. 1920 schon seit Jahren fällig ist.

Die Selbstverwaltung der Slowaken, undzwar sowohl in der Exekutive, wie in der Legislative wurde bekanntlich im Vertrag von Pittsburg zugesichert. Die slowakische Volkspartei, die repräsentative Partei dieses Volkes beharrt, wie dies ihre unlängst in Tyrnau gefassten Beschlüsse, wie auch die programmatische Rede ihres Führers, Andreas Hlinka beweisen, bei diesen Abmachungen und will sich mit irgendeinem Ersatz für die politische Autonomie (z. B. das bereits eingeführte Gausystem) nicht begnügen. Hier liegt der Kern des slowakischen Problems und deshalb ist man auch in tschechischen Kreisen schon zu der Ansicht gelangt, dass es im Staatsinteresse liege, sich mit dem Gedanken der politischen Autonomie zu befreunden. Dr. Kramář, der bekannte tschechische Vertreter der panslawistischen Bestrebungen, wäre – wie er in seiner unlängst erschienenen

Artikelserie betont —, um die Slowaken für die minderheitsfeindlichen Bestrebungen der Tschechen zu gewinnen, bereit, der Slowakei eine Provinzialautonomie zu gewähren, eine Art der Selbstverwaltung, wie sie Böhmen, Mähren und die übrigen österreichischen Kronländer vor dem Zusammenbruch Österreichs geniessen konnten. Die Slowaken werden sich aber heute mit solch einer Lösung nicht mehr befriedigen lassen, weil die Provinzautonomie, wie sie sich Kramář vorstellt, eigentlich wiederum keine politische, sondern bloss eine administrative Selbstverwaltung bedeutete. Das offizielle Organ der slowakischen Volkspartei antwortete auf die Bestrebungen Kramář's bereits mit einem höflichen, aber unverkennbaren Refus.

Karpathorussland vernahm die Erklärungen des Regierungschefs mit ebenso grosser Enttäuschung wie die Slovakei. Auch bisher erhielt es Versprechungen, dass man den Vertrag von St. Germain und den Verfassungsbrief, welcher die Bestimmungen des Vertrages enthält, durchführen werde, aber die Autonomie blieb trotz dieser Versprechungen auf dem Papier und besitzt heute nicht einmal eine lokale Selbstverwaltung. Karpathorussland gebührt die Autonomie in kulturellen, kirchlichen, sprachlichen und administrativen Fragen und alle Schichten der Bevölkerung sind des heutigen Systems, welches aus diesem Lande ein Bosnien-Herzegowina geschaffen hat, satt geworden. Selbst die Regierungsleute aus Karpathorussland haben im Laufe der Vorweihnachtsdebatte das derzeit herrschende Regime aufs schärfste bekämpft und wir hoffen, dass der Völkerbundrat, welchem das Recht, aber auch die Pflicht obliegt, die verbrieften Rechte Karpathorusslands zu schützen, sich endlich einmal doch entschliessen wird, im Interesse der Bevölkerung zu interveniren.

Die Slovakei und Karpathorussland will und wird die Autonomie haben. Es ist bezeichnend, dass sich auch die Kommunisten für dieselbe entschlossen haben. Ihr Führer, Dr. Smerál erklärte, dass seine Partei die Autonomie zwar als einen Humbug der Bourgeoisie betrachte, trotzdem aber in derselben einen Schritt zum Selbstbestimmungsrechte der Völker erblicke. Die Begründung ist nebensächlich. Wenn nur alle Schichten der Bevölkerung, von der äussersten Rechten bis zur äussersten Linken, dasselbe Ziel verfolgen, so muss es einmal erreicht werden. Neben dem deutschen Problem ist die Frage der Autonomie der Slowakei und Karpathorusslands das wichtigste Problem, welches die tschechoslowakische Republik lösen muss, wenn sie sich erhalten will.

Paşii făcuţi de bisericile ardelene la Geneva.

De **Dr. Andrei Balázs** (Cluj).

După întrarea în vigoare a proiectului de lege asupra învăţământului particular, cu tot dreptul se naşte întrebarea: ce s'a întâmplat la Geneva; este şi anume ce legătură între Geneva şi legea română asupra învăţământului particular, la ce s'a referit cunoscuta acţiune a bisericilor la Liga Naţiunilor şi la drept vorbind, cum stă chestia la această instanţă internaţională?

La întrebările puse ne dă răspuns acomodat expunerea cronologică a faptelor.

Când d-l Ministru Anghelescu în cursul lunii Aprile anul trecut a adus în publicitate proiectul asupra învăţământului particular, fără să fie acordat bisericilor termenul de 4 săptămâni cerut pentru temeinica studiare a proiectului, era clar, că ministrul din fatalul proiect doreşte să facă lege fără modificări mai esenţiale. S'a putut vedea, că proiectul înseamnă o primejdie pentru învăţământul minoritar, ba dacă devine lege, poate avea ca urmare desvoltarea retrogradă a întregei culturi minoritare. Era foarte transparentă tendinţa de a încătuşa şcolile minoritare, de a le face imposibilă libertatea de mişcare, şi prin biurocratismu-i necruţător, de a le degrada la instrumente neputincioase ale desnaţionalizării, ale romanizării.

Confesiunile în faţa acestui pericol vedeau singurul refugiu în articolii 9, 10, 11 ai Tratatului de Paris. În senzul acestor articoli, minorităţile naţionale şi religioase ale României pot susţine şcoli cu limba de propunere proprie şi aceste şcoli le pot conduce, administra înşişi cu liberul uz al limbii lor; afară de aceasta Tratatul pune drepturile minorităţilor sub protecţiunea naţiunilor contractante. Deci reprezentanţii şcolilor confesionale, după-ce timp de 6 ani toată apărarea lor faţă de politica şcolară vexatorie, oprimantă a guvernelor, între hotarele ţării s'a dovedit zadarnică, ba în foarte multe cazuri a avut ca urmare măsuri noui, au recurs la ultimul mijloc, au cerut apărarea Ligii Naţiunilor. Acest pas s'a făcut prin adresa din 6 Mai anul trecut. Adresa arată pe scurt articolii proiectului, cari în contrazicere cu legile de până aci şi cu articolii citaţi din Tratatul de Paris,

prin călcarea în picioare a autonomiei lor şcolare, ating bisericile minoritare, în drepturile lor de a-şi susţine şcoli, îngreunează, ba fac imposibilă susţinerea şcolilor, înfiinţarea de şcoli noui.

Deşi Senatul a discutat proiectul în câteva zile, făcându-i câteva modificări neînsemnate, acela totuş nu a ajuns în faţa Camerei. Ministrul a găsit de bine a amâna pentru sesiunea de toamnă, prezintarea lui în faţa Camerei, după cercurile guvernamentale de aceea, fiindcă sesiunea de primăvară mergea spre sfârşit, în realitate chiar din cauza adresei la Geneva. Involuntar adecă se impune presupunerea, că Ministrul a primit aviz dela Geneva despre dispoziţia Consiliului Ligii Naţiunilor, care cerea guvernului moderaţiune, făcând asupra guvernului o presiune fină în interesul modificării proiectului de lege.

Bisericile prin adresa din 6 Mai nu şi-au putut considera intervenţia la Geneva de încheiată. Deoparte adresa scurtă, scumpă la vorbă, din Mai, care a fost numai un strigăt de ajutor spre Geneva, în faţa pericolului ameninţător, a trebuit motivată mai pe larg, de altă parte au avut să se apere faţă de propaganda întinsă, pe care căuta să o desvoalte guvernul pentru contrabalansarea, deplina distrugere a efectului adresei la Geneva. Abia a ajuns adresa pe masa secretarului Ligii Naţiunilor, ministrul nostru la Berna, d-l Petrescu Comnen, numai decât a fost la Bucureşti, dând o declaraţie foarte pronunţată împotriva bisericilor maghiare ce au recurs la Geneva. Voia să le reglementeze prin o lege specială, ca nu cumva în viitor să mai cuteze a merge cu doleanţele lor în străinătate. Apoi, precum se ştie, a plecat în drumul său spre Săcuime, pentru a aduna date, cu cari să dovedească la Geneva, ce mulţumiţi sunt săcuii şi numai câţiva magnaţi ce şi-au pierdut moşiile şi capi bisericeşti „iredentişti" sunt nemulţumiţi. Datele, cu toate că s'au adunat cu ajutorul focului bengalic al autorităţilor, nu au putut fi ceva foarte mulţumitoare, dar au putut fi utilizate, ca trecute prin prisma guvernamentală, să arete realitatea spre Geneva în culorile de curcubeu ale mult trâmbiţatului liberalism al guvernului.

Deci confesiunile au avut să continue pasul început. În o adresă nouă către Liga Naţiunilor au avut să expună amănunţit primejdiile ce le ascundea proiectul de lege şi flagranta violare

de drept, care ar urmă asupra bisericilor din ridicarea acelora la valoare de drept.

Noua adresă a fost depusă prin delegaţii confesiunilor la secretariatul Ligii Naţiunilor, la 15 Septembrie.

Adresa, arătând pe scurt trecutul învăţământului maghiar şi ardelean, arată situaţia juridică a şcolilor confesionale în baza legilor maghiare, arată apoi importanţa învăţământului confesional, căruia Ardealul are să-i mulţumească în mare parte cultura maghiară şi paşnica convieţuire a diferitelor rasse. Arată pe scurt tratamentul guvernelor schimbăcioase, dela preluarea „imperiului", faţă de şcolile confesionale, scoţând în evidenţă politica şcolară mult mai liberală a Consiliului Dirigent ardelean, faţă de sistemul oprimător al guvernului numit liberal. După aceea arată pe rând articolii din proiectul legii învăţământului particular al d-lui Anghelescu, cari vatămă dreptul, punându-le faţă 'n faţă cu articolii 9, 10, 11 ai Tratatului minoritar de Paris, cari asigură minorităţilor etnice şi religionare ale României un drept nelimitat de a-şi susţine şi conduce şcoli, cu folosinţa nelimitată a limbii materne. Arată situaţia inegală, în care ajung, prin acest proiect de lege, şcolile minoritare faţă de şcolile statului, situaţie, pe urma căreia nu numai se pot desfiinţa cu uşurinţă şcolile minoritare, ci se dă posibilitate guvernului, ca şi şcolile ce eventual rămân, să le romanizeze. Scoate în evidenţă mai departe tendinţa, care ne izbeşte; tendinţa aceasta e retrogresiunea culturii minorităţilor etnice şi confesionale şi conform spiritului proiectului de lege, staţiunea finală nu e alta, decât romanizarea minorităţilor. Rezumă toate drepturile şcolare autonome, cari le revin bisericilor conform drepturilor vechi şi a convenţiunilor internaţionale, cerând, ca aceste drepturi să fie deosebit legiferate prin guvernul român. Anexa adresei arată pe rând, şcolile desfiinţate, edificiile şcolare luate, şcolile predate oarecândva cu contract, statului maghiar, pe cari statul român pur şi simplu le-a luat în posesiune. Face o asemănare între legile şcolare maghiare şi între dispoziţiile şi proiectele şcolare ale guvernului român, înşiră pe învăţătorii trimişi la şcolile maghiare (chiar şi la cele confesionale) din regat, fără să ştie ungureşte. Arată opoziţia făcută de români sub regimul maghiar, faţă de legile şcolare maghiare cu mult mai moderate, citând vorbirile conducătorilor Românilor rostite atunci, şcl. scl.

Că ce impresie au făcut la Liga Naţiunilor aceste două adrese, aceea cu greu am putea-o spune la preciziune. Suntem avizaţi numai la presupuneri şi deducţii. Evenimentele ce au urmat arată, că obiectivitatea transparentă şi simtul de dreptate al adreselor noastre nu a rămas fără efect la instanţele în drept. Se ştie, că d-l Ministru de Externe Duca la Geneva a vorbit cu delegaţii bisericilor, cari i s'au prezintat, într'un ton foarte înţelegător. S'a putut simţi din vorbirea lui, că la Bucureşti cu plăcere mijloceşte tratative între bisericile minoritare şi între ministrul instrucţiunii. A devenit loc comun zisa lui, că Bucureştiul e mai aproape de noi, ca Geneva. Se ştie şi aceea, că chiar ca o urmare a tratativelor cu Duca, s'au pornit la Bucureşti tratative între delegaţii bisericilor minoritare şi ministrul instrucţiunii, în interesul modificării proectului de lege.

Baza tratativelor au fost 13 puncte. In acestea şi-au rezumat confesiunile principalele dorinţi de ordin principiar, faţă de proectul de lege. Istoricul viitorului îl vor interesa dorinţele confesiunilor, pentru aceea arătăm aici punctele lor:

1. Bisericile pot susţine, după necesităţile lor şcoli confesionale în număr nelimitat, de orice grad. Şcolile conduse de căluguri cad sub acelaş tratament ca celealalte şcoli confesionale.

2. Şcolile confesionale existente azi toate sunt considerate ca publice. Cele ce se vor ridica după aceea, vor deveni publice după aprobarea ulterioară a ministrului. Aceasta aprobare nu se poate denega, dacă şcoala corăspunde prescriselor legii.

3. Conducerea nemijlocită a şcolilor confesionale, administrarea acelora, e în dreptul bisericii care le susţine. Guvernul are inspecţia supremă, mai bine zis controlul din punctul de vedere al siguranţei statului, dar îndrumarea pedagogică şi disciplinară e a bisericilor, cari le susţin.

4. Şcoala confesională poate primi fără deosebire elevi de toate limbile şi religiile. Părinţii au dreptul să-şi dee copiii în şcolile de orice caracter.

5. Susţinătorul de şcoală confesională are drepturile împreunate cu dreptul de publicitate şi cu conducerea şi administrarea; deci şcolile susţinute de el pot elibera certificat cu valabilitate la stat; examenele particulare, de admitere, de corigenţă, de diferenţă, susţinătorul de şcoală le poate admite în competenţa proprie.

6. Planul de învăţământ îl stabileşte susţinătorul de şcoală,

dar e dator să îmbrăţoşeze minimul planului de stat şi să-l prezinte ministrului spre aprobare.

7. Limba de predare a şcolii o stabileşte tot susţinătorul, dar fiecare susţinător de şcoală propune limba română în şcoala secundară în aşa chip, ca absolvind cl. VIII. secundară, fiecare elev să se poată exprima bine în scris şi cu graiul viu. Susţinătorul de şcoală nu poate fi obligat, să propună obiecte de învăţământ în altă limbă, decât în limba de propunere a şcolii. Examenul de admitere în cl. V. secundară, cum şi bacalaureatul, să se facă în limba de propunere a şcolii, prin corpul didactic al acesteia, în faţa unui comisar ministerial.

8. Angajarea puterilor didactice, afacerile disciplinare ale elevilor şi puterilor didactice, formează dreptul absolut al susţinătorului de şcoală.

9. Învăţătorii limbei române sunt datori în termen de 10 ani să-şi câştige calificaţie din aceasta specialitate. La funcţionarea profesorilor şi învăţătorilor noştri calificaţi nu e nevoie de nici un alt examen ori autorizaţie.

10. Ajutor corespunzător dela stat pentru şcolile confesionale.

11. Posibilitatea de a primi contribuţiuni şi taxe şcolare, dreptul de a primi ofrande şi din străinătate, afară de guvernele ori suveranii străinii; dela aceştia nu se poate primi nimic.

12. Credincioşii bisericilor, cari susţin propria lor şcoală confesională, nu pot fi obligaţi să contribue la susţinerea ori înfiinţarea şcolii de stat.

13. Restituirea edificiilor şcolare luate, indemnizarea corespunzătoare pentru imobilele şcolare luate ori, unde se poate, restituirea acelora.

Asupra acestor puncte, din tratativele amănunţite, grele, ale delegaţilor confesiunilor ardelene cu ministrul instrucţiunii şi cu organele de specialitate de aceluia a rezultat un proces verbal, în cadrele căruia însuş d-l ministru a coprins în 19 puncte modificările — numite de ministru concesiuni, ce sunt a se face proiectului de lege, în favoarea şcolilor confesionale.

In aceste puncte ministrul, ce-i drept, în parte a recunoscut justele dorinţe susarătate de confesiunilor, dar dorinţele admise au ajuns ciungărite în procesul verbal dictat de el; unele puncte, de ex. cel referitor la şcolile călugăreşti, în o formulare, care mai târziu a dat temeiu la explicaţii incorecte, odioase.

Dorințe esențiale, de ordin principiar, au fost iarăș respinse, așa dorințele juste referitoare la limba de propunere a școlilor, la examenul de bacalaureat, la elevii particulari. Dreptul nostru referitor la ajutor din partea statului, verbal l-a recunoscut de repetite ori, dar la proces verbal nu a luat nimic referitor la aceasta. De dispenzarea credincioșilor bisericilor, susținătoare de școli, dela susținerea școolii de stat, de restituirea edificiilor școlare, de indemnizarea pentrú imobile luate, ca de lucruri, cari nu-l privesc, nu a dorit să se ocupe.

Deși concesiunile ministrului au rămas mult în urma dreptelor revindicări ale confesiunilor, cele 19 puncte ale ministrului arătau totuș o îndreptare însemnată față de proiectul de lege și dacă s'ar fi luat conștiincios, consecvent, în proiectul de lege ca modificări, prin eliminarea măsurilor contrarii, înfirmate pentru aceste puncte ale proiectului, azi am fi în posesiunea unei legi dacă chiar nu mulțumitoare, dar în orice caz mai moderate, care, pelângă o executare cinstită ar asigura încâtva desvoltarea liniștită, pașnică a școlilor noastre.

Delegații pertractanți ai confesiunilor au semnat punctele ministeriale, dar numai condiționat. Condiția a fost, că protocolul numai atunci devine obligător pentru biserici, dacă sunt de acord Statul catolic ardelean, eparhiile ardelene reformată și unitară. Față de ministru era condiție, că cele 19 puncte le ridică la valoarea de lege, în forma cuvenită, prin corpurile legiuitoare; la aceasta d-l ministru s'a și obligat.

Corporațiunile bisericești, precum se știe, n'au găsit de mulțumitor coprinsul protocolului. Nu l-au putut găsi fiindcă, precum se poate constata și din scurta examinare de mai sus, concesiunile ministeriale stăteau departe de admiterea cuvenită a autonomiei școlare pe seama bisericilor. Deși cu mulțumiri au luat cunoștință de concesiuni, au trebuit să se lege și se leagă de asigurarea drepturilor lor școlare în legea ce este a se creia.

Aceasta au și adus-o la cunoștința guvernului întreg, în forma cuvenită, cerând și sperând continuarea tratativelor începute.

Ministrul nu numai că nu a reluat tratativele cu confesiunile, ci neînvrednicindu-le nici măcar de răspuns, la 2 Dec. a început desbaterea proiectului său școlar în Cameră.

Lăsând la o parte evenimentele în legătură cu desbaterea din Cameră, arătăm numai tristul rezultat. In lege nu s'au luat nici cele 19 puncte ale d-lui Anghelescu așa, cum au fost for-

mulate. S'au omis puncte esențiale ori au fost introduse în lege defectuos, scoase din înțelesul lor; de altă parte s'au aprobat prevederi ale legii, cari în mare parte infirmează și concesiunile acordate. Încât despre ajutorul din partea statului, legea observă o tăcere profundă.

Din cele de mai sus, și cea mai riguroasă examinare istorică n'ar putea decât să constate, că între biserici și guvern nu a survenit un acord *definitiv*, pentrucă ministrul instrucțiunii nu a fost dispus să iee în lege justele pretenții ale bisericilor, formulate cât se poate de moderat, ba nu a lăsat să se afirme în parlament nici punctele primite de d-sa în mod obligător.

În ce-și găsește, după acestea, explicația, pasul ministrul, că procesul verbal redactat asupra celor 19 puncte l-a trimis de urgență la Geneva la Liga Națiunilor, prezintând lucrul, că guvernul a ajuns de acord cu bisericile minoritare, mulțumind pretențiile acelora? De fapt așa este. Delegații bisericilor la Geneva au avut ocaziunea a se convinge personal la Secretariatul Ligii Națiunilor, că chestia învățământului particular a fost prezintată Ligii Națiunilor, ca aranjată în modul cel mai liberal, mulțumitor pentru confesiuni, din partea guvernului român.

Presimțirea confesiunilor nu a înșelat. Au simțit, că guvernul va prezinta înaintea Ligii Națiunilor tratativele avute, cum de fapt le a prezintat. Din justă precauțiune au căutat să contrabalanseze aceasta false prezintare, prin arătarea faptelor adevărate. Prin delegații lor, la 11 Dec., alăturea de un scurt memoriu, au prezintat Ligii Națiunilor hotărârile protocolare ale Statului catolic, ale eparhiilor reformate și unitare asupra celor 19 puncte ale d-lui Anghelescu. Din aceasta Consiliul Ligii Națiunilor poate constata fără orice îndoială, dacă se va ocupa în merit de chestie, că acordul nu a survenit, pentrucă promisiunile date în scris ale guvernului nu desființează prevederile ilegale ale legii asupra învățământului particular, drepturile școlare ale bisericilor nici pe departe nu au primit asigurare prin aceasta lege, prin urmare bisericile nu au putut fi mulțumite prin modificările promise, dar abia în parte executate de d-l ministru.

Lua-va oare Liga Națiunilor în desbatere meritorie lamentabila situație școlară a minorităților din Ardeal, în temeiul celor trei adrese ale noastre referitoare la legea învățământului particular? Și dacă da, ce șanse pot avea minoritățile etnice și naționale strâmtorate în tot chipul? La aceste întrebări poate va

da răspuns viitorul apropiat, să zicem: poate sesiunea de primăvară a Consiliului Ligii Națiunilor!

D-l Erik Colban, referentul Consiliului Ligii Națiunilor, înaintea delegaților bisericești, a dat expresiune convingerii, că guvernul român va satisface pretențiile bisericiilor și va aduce o lege mulțumitoare.

Aceasta încă nu s'a făcut, dar avem încredere în dreptatea cauzei noastre, francheța cinstită, a procedurii noastre ne îndreptățește la aceasta încredere. Nu ne descurajează nici raportul prezintat sesiunei din Decemvrie de către d-l Mello Franco, delegatul Braziliei. Precum au arătat-o temeinicile expuneri din »*Magyar Kisebbség*« dela 15. Ianuarie ale d-lui Dr. Arthur Balogh, teoriile d-lui Mello Franco referitoare la contopirea minorităților etnice, nu se pot susține juridicește; iar noi putem adăoga, că sunt în flagrantă contrazicere cu cele 14 puncte ale lui Wilson, în cari dreptul de autodeterminare al popoarelor formează ideea fundamentală, pacificătoare.

Știm bine, că guvernul nostru și-a dat silința să facă propagandă teoriilor lui Mello Franco chiar pe vremea discuției legii învățământului particular și nu e exclus, că în lege chiar în urma acestor teorii s'au redus la minim drepturile școlare ale minorităților. Cu toate acestea trebue să menționăm, că expunerile lui Mello Franco au îmbrățișat în general punctele teoretice de chestiei minoritare, dar deloc nu s'au ocupat de adresele noastre. Desbaterea acestora e datoria viitorului, independent de referatul d-lui Mello Franco. Orice ar fi, chestia minoritară progresească pe calea, pe care a pornit la primul congres din Geneva al delegaților celor patruzeci de milioane minorități ale lumei, și calea aceasta nu se poate sfârși, decât la linia deplinei recunoașteri a drepturilor minorităților.

La Geneva nu am retractat nimica și pentru Geneva nimic nu vom regreta!

Cluj, Ianuarie 1926.

Minderheiten in Jugoslavien.

Nova Europa ist eine der vornehmsten Zeitschriften Jugoslaviens, welche zweimal monatlich erscheint. Die Ideenwelt derselben ist *jugoslavisch* und ist gegen jedwelche „separatistische" Kulturbestrebung der südslavischen Stämme, da ihr Ideal die Entwicklung der einheitlichen südslavischen Nation ist. Mitarbeiter der Zeitschrift sind die hervorragendsten Vertreter der Wissenschaft, der Literatur, Politik, Kunst und Musik. Von den ausländischen Koryphäen bereichern dieselbe Scotus Viator, Stead und Benes mit Artikeln. Ein lebenskluger Gedanke der Zeitschrift ist, dass ihre Hefte je ein Problem behandelnde, fachtüchtige Artikel bringen. Die 2. Nummer, Buch XIII. vom 26-ten Jänner 1926 ist dem Minderheitsproblem gewidmet und teilen wir von den diesbezüglichen Abhandlungen den tiefgehenden Artikel *Dr. Ivo Kolbe's* wortgetreu mit, welcher jene Auffassung beleuchtet, die die liberalen Männer Jugoslaviens, in der jugoslavischen und allgemeinen Bewertung der Minderheitenfrage beseelt.

Es gehört viel Sachlichkeit und besonders viel Liebe dazu, um alles zu sehen und auch zu verstehen. All das jedoch, was bei uns vorgeht, zeugt weder von dem Einen noch von dem Anderen. Man frägt umsonst: Wozu war es notwendig, diese Leute immerfort herauszufordern und zu bedrohen, – sozusagen systematisch und sich auf etwaige Notwendigkeit und Zielgemässheit berufend! Andere, – nicht unserer Nation angehörige, – kennen diese Leute als »*Minderheiten*«. Gott strafe den, der dieses Wort erdacht hat!

Minderheiten sind die *Türken.* «*Politika*» erfand für dieselben folgendes Rezept: Man möge sie christlichen Missionären zuführen, damit diese sie taufen. Die Lösung der Frage ist somit in der Bekehrung zu suchen, das Übrige kommt dann von selbst; unsere Sprache werden sie schon erlernen, – falls sie dieselbe noch nicht beherrschen sollten – und dann werden sie schon die Unsrigen sein. Und die Anderen, – welche der Abstammung nach uns angehören, vollständig die Unsrigen sind, diese dort in den Kreisen: Bilet, Gata, Nevesinje und Trebinje, – wie haben denn diese sich gegen uns vergangen? Auch sie sind Türken! Wie es scheint, erklärt dieses Wort alles und bietet für Alles eine Entschuldigung. Darum soll man sie den „Rächern der Freiheit" (ein solcher war auch Májó Vujevics) preisgeben, damit diese sie mit Messer und Gewehrkugel ausrotten. Und nachdem wir sie sodann gleich „Lämmern Gottes" als Opfer hingeworfen und dieses Opfer schon jedes Mass überschritten

hat und wenn hierauf der Ruf dieses Vorgehens die Grenzen unseres Landes überfliegt, dann werden wir darnach suchen, auf welche Weise wir auch die „Rächer" vertilgen könnnen. Und so wird dies der Reihe nach weiter fortgehen, denn es wird beständig eine Reserve Solcher vorhanden sein, wenn es nötig ist und wenn man die schon vollführten Barbareien vergessen haben wird. Dies ist ja unsere Methode. Dieses Vorgehen ist ja gut und von manchem Gehirn auch als richtig befunden. Es lebt in uns ausserdem noch eine grosse „Nationale Aufgabe": Unsere ganze türkische Minderheit muss auseinander gesiedelt, oder etwa mit trauriger Miene, ihre Mutter verfluchend, bis an die Grenze getrieben werden, wo man sie dann umarmt und ihr dann glückliche Reise wünscht – nach Kleinasien. Dies ist der Vorgang, der Zweck ist einfach und rentabel: Es wird den Schwindlern die Möglichkeit geboten das Vermögen der Übersiedelten zu brandschatzen. Eigenschaft des schriftkundigen und des schriftunkundigen Barbaren ist: enteignen, brandschatzen, ausplündern und besitzergreifen. Die hohe Staatsklugheit der Grossmächte und die Civilisationsträger derselben tun dasselbe, wenigstens scheinbar entlang der Kolonien – warum sollten es also unsere ländlichen und städtischen Bojaren nicht auch tun, welche den Talg und den Csevapcsicsa gerne essen und deren Nasenflügel erzittern, wenn sie ein fettes Frauenzimmer erblicken.

So steht die Sache mit den Türken. Wie sie mit den Bulgaren steht, wissen wir ebenso gut. Diese sind bloss „Bulgarasen", was bloss ein Synonim der Kacsáken, Banditen und Anhänger Protogerovs ist. Mit ihrer Benennung erleidet das Gesetz eine Schlappe. Man betrachtet sie nicht einmal als „Minderheit"

Es blieben noch die *Deutschen* und *Ungarn*. Diese sind solche Minderheiten, mit welchen ein Tauschhandel betrieben wird. Je nach dem Erfolge des Geschäftes werden ihre Schulen eröffnet oder geschlossen, ihre verschiedenen kulturellen und politischen Vereine aufgelöst oder geduldet, manchmal auch sogar unterstützt.

Eine solche Aussaat erbrachte auch die entsprechende Ernte: Das ungleiche und immerfort wechselnde Vorgehen der Machthaber gegen die eigenen Untertanen entrüstete auch die übrigen Staatsbürger und ebnet ein solches Vorgehen stetig den Weg solcher Überzeugung, welche weder der Civilisation entspricht, noch vernünftig und vom Gesichtspunkte des Fortbe-

stehens des Staates, politisch ist. Dies sind also die Beschreibung und Beispiele jener Methoden, welche in Südserbien zur Devise: „sie mögen sich fortpacken" führten, in der Herzegovina zu den niedergestochenen Opfern der „Rächer der Freiheit", in der Vojvodina aber zur Brandschatzung und Ausbeutung der Staatsbürger nichtslavischer Zunge. So war es gestern und ist es auch heute noch „zum Schutze der Staatsinteressen" besonders, falls Neuwahlen nötig wären – dann werden unsere Weisen alldies erneuern, nicht darauf achtend, dass sie gerade damit unser geistiges Unglück hervorrufen. Jene Unzufriedenheit der Seelen, – in welchen der Instinkt der atavistischen Bestialität der Blutdurst und die Rachsucht bereits entschlummert oder erstorben sind, – werden neuerdings zur rohen Selbstsucht führen, zu jener Selbstsucht, welche zweifellos das hervorragendste Abzeichen der menschlichen Eigenheit ist und zugleich auch die Basis der Bereicherung und der Vermögenausbeutung. Dieser Zustand, geschürt, oder geduldet von welcher Seite immer, konnte sich im Verlaufe der Geschichte der Menschheit nicht auf einen Ort beschränken, sondern breitete sich, in Gegenteil, nach allen Richtungen der ganzen denkenden Welt aus, um dann plötzlich in Wirksamkeit auszubrechen, gerade dann, wenn der primären Selbstsucht und den übrigen Eigenschaften des Thiermenschen nicht die genügend starke Autorität der moralischen Ventilation, oder die widerstehende Kraft und Macht der staatlichen, gesellschaftlichen Führer gegenüberstehen.

Dies sind also jene Epidemien, welche im siebenten Jahre der Entstehung und des Bestandes der jugoslavischen Nation, zur offenen und gewissenlosen Anratung der konfessionellen Bekehrung, zur Privilegisierung der „Rächer" zu ihren heldenhaften Angriffen, Morden und Plünderungen führten, denn „– es sollen ihrer Wenige sein,... wir haben genug von ihnen gelitten,... man muss der schwäbischen Macht, der ungarischen Herrschaft den Garaus machen – oder sie mögen sich hinauspacken!" Dies wird nicht blos empfohlen, man hört nnd liest es auch... so kreisst diese jungfräuliche Nation.

Wir wehklagen. Ja, wir anerkennen es, jedoch müssen wir hinzufügen, dass wir deshalb auch nachdenken. Denn in dieser, im allgemeinen verworfenen Lage, einer solchen Lage, in welcher die moralischen Werte nicht abgetrennt werden von den Interessen der Selbstsucht, einer Lage, da wir jedem patriotischen

Lärm auf dumme Weise nachrennen; in dieser Lage ist etwas, was uns besorgt macht. Es ist etwas, was auch vor unseren geschlossenen Augen ein Bild vorschweben lässt, welches unser Herz zusammenschnürt und unsere Seele erbeben macht: und dieses Etwas heisst *Pogrom*. Dieses Wort ist übervoll mit solchen Visionen, welche alle Windungen der langen Entwickelung des menschlichen Gedankens schwarz färbten. Wie oft wiederholte sich dieses Wort im Verlaufe des Bestandes der Menschheit, einer langen Serie von Zeitaltern hindurch und wie oft klagten wir, dass es sich immer und neuerdings wiederholte? Doch denjenigen, welchen es möglich war, sich in diese betrübende Erscheinung zu vertiefen, gelang es nicht, sich davon freizumachen, jene Masse nicht zu besudeln, welche, – von gewissen geheimen Kräften geknebelt, – sich so gebärdete, als hätte sie keine eigenen Gedanken und nicht das ererbte und gebildete Mitleid für das Leiden anderer – zulassend dass eine gewisse, unsichtbare und versteckte Hand sie fortreisse, welche die Rettung der eigenen Macht in der Zerstörung des Besitzes Anderer und sein eigenes Prestige und eigene Bereicherung im Vergiessen unschuldigen Blutes sucht.

Und wenn wir mit diesen Gedanken erfüllt nun in den trauten Kreis unseres Häuschens zurückkehren und all das übersehen, was hier geschah und auch noch geschieht, wenn man auch fernerhin so umgeht mit dem öffentlichen Hab- und Gute, dasselbe so verteilt und so enteignet, wenn man so zerstört und nicht aufbaut, wenn man so dem Menschen, dem Bürger und dem Staatsangehörigen in seine Begriffe über Recht und Pflicht umwälzende Ideen mengt, dann – man möge es bedenken – muss ein noch viel grösserer moralischer und socialer Zusammenbruch über uns kommen, dann ist die Zeit nicht mehr ferne, wo jeder unsere Besorgnis begreifen und rechtfertigen wird. Wer aber wird die Rechnung dieses sündhaften Vorgehens und dieser groben Versäumnisse begleichen? Denn wie selten trifft der Instinkt der Masse das Richtige und wie viel öfter wird sie auf Unschuldige gehetzt? Wenn die These richtig ist, dass die Taten der Menschheit mit dieser selbst sich im Laufe der Jahrhunderte wiederholen, so ist die Antwort auf die Frage nicht schwer, wer das Kreuz für das Geschehene auf seinen Schultern tragen wird. Diesen Gedanken bis ins Unendliche zu erörtern ist, – unserer Ansicht nach, – ganz überflüssig, doch darum

ist es umso notwendiger bei dem Anderen stehen zu bleiben und dies bildet den hauptsächlichsten Gegenstand unserer Erörterungen. Denn wozu das fortwährende Hintanhalten mit der Wahrheit, warum die verschiedenen leeren Ausflüchte, wenn von uns die Rede ist, gleichwie von etwaigen Auserwählten? Diejenigen, welche in den Zahlen lesen können sagen, dass die „Minderheiten" ein Viertteil unserer Gesamtbewohnerschaft betragen. Dies zuerst. Zweitens leben dieselben in kompakten Ansiedlungen und zwar zumeist an den Grenzen unseres Landes. Ferner leben sie auf unseren fruchtbarsten Gebieten und schliesslich überragt ihre Mehrheit, betreffs ihrer höheren Bildung und dem Werte ihrer Tätigkeit sehr weit die übrigen Bürger unseres Landes. Es sind dies Daten, wenn auch keine vollständigen, jedoch genügende. Ausser alldem kommt die geografische Lage des Landes in Betracht und die grössere Zurückgebliebenheit desselben gegenüber seinen Nachbarländern, ferner muss noch in Betracht gezogen werden, dass unser Land eingekeilt ist zwischen die „guten Wünsche" dieser Nachbarn. Nicht wahr, dies wirkt einschüchternd? Wir anerkennen, es ist eine sehr geschmacklose Sache, doch müssen wir trotzdem in die Tiefe dieser Frage tatsächlich eindringen und dieselbe allseitig behandeln.

Wir haben diese Frage bisher immer übergangen, ja dieselbe nicht einmal aufgeworfen. Denn was bedeutet eigentlich in der Wirklichkeit der Ausdruck „Minderheit"? Wie viele gibt es denn unter uns, welche sich mit dieser Frage befassten, besonders in letzterer Zeit? Und sind überhaupt bloss zwei zu finden, welche auf diese Frage eine gleiche Antwort geben? Doch es ist dies auch gar nicht notwendig. Definitionen sind überflüssig. Wir wenigstens, suchen Einigkeit in den Ideen, d. h. richtiger: wir suchen ein einmütiges geistiges Reagieren, ein solches, gleichwie wenn in einer Gesellschaft ein Wort verlautet, oder es geschieht eine Bewegung, oder es wird ein Blick gewechselt und sofort entsteht in allen Anwesenden ein und derselbe Gedanke, oder drängt sich Allen gleichzeitig eine und dieselbe Frage auf. Unserseits suchen wir eher dies und eine derartige Einigkeit.

Das Wort: „Minderheit" bedeutet seinem Sinne nach eine zahlenmässige Minorität. Hier kann jedoch in dieser Frage nicht bloss von einer Zahl allein die Rede sein. Die Indier sind der Anzahl nach stärker als die Engländer, bedeuten jedoch in der

Auffassung der Menscheit trotzdem eine Minderheit. Demnach bedeutet weder die Mehrheit noch die Minderheit eine zahlenmässige Kraft, ebenso wie dies weder die konfessionelle, vielweniger noch die sprachliche zahlenmässige Differenz vertritt. In der ehemaligen österreichisch-ungarischen Monarchie wurden die Slaven als „Minorität" betrachtet, trotzdem sie in Wirklichkeit die zahlenmässige Mehrheit bedeuteten, sie waren Minderheiten zufolge jenes untergeordneten Verhältnisses, in welchem sie den regierenden Deutschen und Ungarn gegenüber lebten. „Minderheit" bedeutet daher eine Unterordnung irgend einer Macht gegenüber und jede Unterordnung ist auch gleichbedeutend mit der Ungleichheit. In der Vorstellung erscheint die Minderheit vor uns gerade so, wie ein gefesselter Mensch mit der Geissel hinter dem Rücken, oder wie ein in das Joch geknechteter Mensch, – es ist dies jedoch eine Degradierung des Menschen. Und doch ist gerade darin der Kern der Sache: in der Achtung und Wertschätzung der Würde des Menschen. Denn, welcher Unterschied kann bestehen zwischen dem Jugoslaven, dessen Muttersprache die deutsche ist und demjenigen serbisch-kroatischer Zunge? Oder, um die Frage gründlicher zu stellen: Aus welchem Grunde und warum soll der Eine mehr, der Andere aber weniger Rechte besitzen? Wenn ihr sie betrachtet, z. B. in Kula oder Zombor, wo sie im hellen Sonnenlichte neben einander den Weizen ernten oder wenn man ihnen gleichmässig den Tribut an Steuern abnimmt, oder wenn sie Militärdienst leistend in Reih' und Glied nebeneinander vor euch vorüberziehen, – nimmt ihr dann etwa zwischen ihnen einen Unterschied wahr? Es besteht hier kein Unterschied! Und weiter: Wir haben unsere Staatseinigkeit begründet. Dieselbe besteht auch heute und ist zufolge des wissenschaftpolitischen Prinzipes auch lebens- und entwicklungsfähig. Diese Prämissen sind unbedingt notwendig, um das Gesetz über den Schutz der Einheitlichkeit des Staates moralisch motivieren zu können, um dasselbe auch zugleich zu verteidigen. Dies ist der Standpunkt; und die Überzeugung davon belehrt uns, dass wir mit der grösseren Masse des Volkes den Anfang machen müssen und zwar mit der quantitativen und auch der qualitativen Mehrheit. In dieser Beziehung und zwar bloss in dieser Beziehung, nur bezüglich dessen, was alles mit dieser Frage zusammenhängt: ist es möglich und begründet von einer nationalen Mehrheit oder Minderheit

zu sprechen. Hier tritt sodann zum erstenmal das Wesen der Demokratie vor uns, namentlich: Die Entscheidung der zahlenmässigen nationalen Mehrheit. Anders ist dies nicht möglich, weil es einzig und allein die wohlbegründeten Standpunkte sind, welche man verteidigen und auch mit voller Sicherheit verteidigen kann, welche die Welt in Bewegung setzen und denselben eine Rechtmässigkeit vor aller Welt verleihen. So wären wir eigentlich zum Kern der Frage gelangt, welcher uns diesmal interessiert. Natürlicherweise gibt es daher in Jugoslavien keine Türken, Deutsche und Ungarn — Minderheiten —, diese werden nur dann zu solchen, wenn sie sich gegen unser Staatsgefüge auflehnen, dasselbe zerreissen wollen oder dies erstreben. Zu Minderheiten können in diesem Sinne auch jene Stammteile der Serbo-Kroaten und Slovenen werden, welche mit derlei Wünschen gegen die wirkliche Mehrheit auftreten.

Jede Einheit wird einer bestimmten Ordnung gemäss aufgebaut und es beherrscht dieselbe ein gewisses System, welches die Einzelnen aneinander schliesst und deren Tätigkeit zum Wohle des Ganzen leitet. Die Einzelnen müssen einen Teil ihrer Selbstbestimmung dem Ganzen opfern und diese Aufopferung ist dazu nötig, sich selbst zu sichern, da doch der Einzelne sich nur so sichern und unversehrt seine eigenen Ziele zwischen den Grenzen des Ganzen erreichen kann, wenn er sich die Kraft und die Werte des Ganzen zu nutzen macht. Diese Grenzen sind ein Kompromissum zwischen dem Einzelnen und dem Ganzen, sie sind die Grenzen der unbegrenzten menschlichen Freiheit, die Ableitung der wilden Adern des Bergbaches in ein reguliertes, weites Becken, damit so alle zerstreuten Kräfte vereint zum Wohle des Ganzen ausgenützt werden. Dies wäre das Bild und sein Ebenbild müsste ihm gleichen: Die Aufsichnahme der Disciplin, die Einschränkung des eigenen Willens und der eigenen Freiheit geben auch sich selbst, sowie sich selbst zum Nutzen des Ganzen, dies alles muss den Nutzen erbringen, welchen bloss das Ganze erbringen kann und der zugleich ein Aequivalent ist für all' das, was der Einzelne zu Gunsten des Ganzen geopfert hat. Dies ist jener gesellschaftliche Vertrag, welchen die Geschichte ungeschrieben in das tiefste Innere des in der Gesellschaft lebenden Menschen hineingelegt hat, welcher heute in seinem Wirken um den stufenweisen Aufbau der Kultur, von der Gesellschaft des Lebensreiches abgelenkt wurde.

Dies alles erwägend, kommen wir zu der Folgerung, welche im Übrigen heute alle Köpfe erfüllt und zugleich auch das Herz der jugoslavischen Nation: *Für dieselben Pflichten, dieselben Rechte.* Dies ist das allgemeine Leitprinzip, die angeborene Auffassung unserer Nation, welche in ihr gestählt wurden dadurch, dass sie sich lange Jahrhunderte hindurch keinen fremden Gedanken, keiner fremden Erziehung und fremden Macht näherte. Die allgemeine Gerechtigkeit und die Gleichberechtigung für jeden fühlt der Sklave des Altertums und Mittelalters, am besten der Kmett-Bauer der Vergangenheit und Gegenwart, der Vermieter seiner geistigen und politischen Arbeitskraft. Unsere Nation, welche alle Arten des Sklaventums durchkostete, kann sich nicht solchen Ideen und Plänen annähern, welche die Staatsbürger in „Minderheiten" und „Mehrheiten" teilen. Das Gewissen der jugoslavischen Nation steht, schon auf Grund seiner Geschichte, im Gegensatze zu jedwelcher Degradierung des Menschen und jeder Rechtsschmälerung desselben, doch steht sie fest neben der vollständigen Gleichheit in Rechten und Pflichten und neben der kompromisslosen Gerechtigkeit jedermann gegenüber. Deshalb ist es eine grobe Verletzung der Gefühle unserer Nation, wenn man ihr Pflichten gegen etwaige „Minderheiten" aufbürdet, nämlich gegenüber unseren Mitbürgern nichtslavischer Zunge, weil ihr doch der Inbegriff „Minderheit" gänzlich unbekannt ist. Jene Aera, welche die Muttersprache als Heiligtum bewahrte, sich für sie jeder Versuchung und Verfolgung aussetzte und für sie auch ins Verderben kam, jenes Zeitalter, welches in diesem Glauben der Väter die einzige Basis seines Daseins und Fortbestehens sah, kann nicht willig und fähig sein, das Recht eines Anderen auf die eigene Sprache und den eigenen Glauben wegzunehmen. Es ist dies klar und überzeugend vor jedem, der es weiss, dass sich der menschliche Wert und das Wesen nicht ändert, selbst dann nicht, wenn man sie durch Apostel und Profeten jedwelcher Art zum heiligen Brunnen schleppen will und ändert sich auch dann nicht, wenn ihr die Möglichkeit geraubt wird, die Gründe des Wissens und der Kenntnisse in der Muttersprache zu erwerben.

Man muss hinabsteigen in die Tiefe jener Pfade, welche zu den tausendjährigen Vermächtnissen unserer Nation führen und man wird sehen, dass die Methoden und jenes Vorgehen, welches manche von uns, – häufig auch die Staatsmacht, sich

mit den Staatsinteressen identifizierend, – gegen die nichtslavischen Elemente unserer Nation zur Schau tragen und begehen, mit der Mentalität und dem Gewissen der serbo-kroatischen Nation im Gegensatze stehen, welche Nation, – hier numerisch die grösste, – unsere Rasse in Vereinigung brachte, den Kern des jugoslavischen Staates, dieses unseren Staates bildet, welchen sie erträumte, ersehnte, verkündete und auch erschuf. Auf Grund des unbestreitbaren Rechtes der Vereiniger unserer Rasse, der Werderufer und Sieger, verleiht unsere Rasse dem Staate den Namen, die Macht, den Geist und drückt demselben den Stempel ihrer Sprache auf und alldies muss sich durch unser öffentliches Leben, das Leben unserer Staatsbürger und unserer staatlichen Konstruktion im Inneren des Landes und auch ausser demselben äussern. Die Sache von diesem Standpunkte betrachtend, kann bei uns nur von jugoslavischen Staatsbürgern die Rede sein, von Bürgern der jugoslavischen Staatseinheit, von welchen wir die vollste und offene Liebe für die Einheit unseres Staates und ebenso für unsere ganze Nation fordern. Jeder andere Standpunkt und jedes andere Vorgehen kann in unserer noch unruhigen nationalen Seele zu unüberbrückbaren Zusammenstössen, Verstimmungen führen, während doch dieser Geist bei seinen Rasseneigenschaften, seine Liebe auch an die ganze Menschheit zu übertragen und zu überträufeln geneigt ist.

Soviel hier zur Beleuchtung und Erklärung dessen, was wir sagen wollen. Diejenigen, welche bisher zum Schutze der jugoslavischen Minderheiten ihr Wort erhoben, sind mit Hintergedanken oder Unverständnis vorgegangen. Sie wollten, oder konnten nicht alle Gründe und Erscheinungen antreten lassen, und kamen deshalb zu irrigen Folgerungen. Wenn sie alles vorgebracht hätten, so wären sie zur Einsicht dessen gelangt, dass derselbe Druck, dieselben Übel und Ungerechtigkeiten, dieselben barbarischen Methoden auch einem bedeutendem Teile der serbo-kroatischen und slovenischen Nation gegenüber Anwendung fanden, – und dann hätten sie hieraus gerechte Konsequenzen gezogen. Und auch heute, da ein gewisser neuer Nationalismus, ein gewisser Fascismus, gewisse militärische Ligen und Ähnliches, späte und unzeitgemässe Gewalt menschlichem Leib und menschlicher Seele antun, um einen Mussolini, Cankov, Pangalos, Horthy und ähnliches Gesindel (Celjad) um in der Macht und Gewalt zu halten, da wird jene Mehrheit in Zahl und Wert, – welche eine derartige Erniedrigung erdulden muss, – zur wahrhaftesten „Minderheit", in deren Interesse die ganze civilisierte Menschheit ihr Wort erheben müsste. Wenn

daher jemand in unserem Lande auf diese Weise seine Stimme zum Schutze der so gedeuteten Minderheiten erhebt, so können wir es ihm nicht übel nehmen und bleibt eine solche Verteidigung auch nicht isoliert, weil sich demselben Millionen jugoslavische Staatsbürger anschliessen, die es seit sieben Jahren mit Erbitterung betrachten, wie sich hierorts das persönliche Interesse und der Schutz der Parteiinteressen ansässig macht und wie sich diese Interessen über diejenigen der Nation und des Staates erheben.

Wenn man diese Probleme ohne Hintergedanken und Vorurteil in Betracht ziehen würde in solchen Ländern, wo auf Grund demokratischer Prinzipien regiert wird, so wären die sogenannten „Nationalen Minderheiten" nirgends auffindbar, solange sie sich nicht selbst in diese Lage brächten, bis sie nicht mit ihren Bestrebungen und ihrer Wirksamkeit den Fortbestand der Einheit innerhalb der gegenwärtigen Grenzen des Staates bedrohen.

Wie gesagt, sie kämen nur automatisch in Kollision mit der Mehrheit, welche unserem Staate ihren nationalen Stempel aufdrückte, zufolge ihrer tatsächlichen Kraft und Anzahl, sowie auf Grund der zwingenden Notwendigkeit des durch Jahrhunderte besiedelten Gebietes. In diesem Zusammenstosse käme dann die Mehrheit und Minderheit klar zum Vorschein. Einen anderen Fall giebt es nicht und es dürfte auch keinen geben.

Unserer Auffassung und unserem Standpunkte nach, welcher nach unserer Überzeugung richtig und gerecht ist, – giebt es in unserem Staate keine „Nationale Minderheiten." Unsere Nation kennt im Sinne ihres Gewissens und der Struktur ihrer eigenen Kultur, keine solche Minderheiten, welche in unseren Augen auch im übrigen so erscheinen, wie der Auswuchs einer fremden Kultur. Wir haben zwar Minderheiten, doch sind dies jene, welche gedemütigt wurden, weil auch bei uns die Idee der wahren Demokratie entwendet wurde, weil auch bei uns die Oligarchen die Devise auf ihr Banner schrieben: „Das Volk für die Macht" und auch bei uns wurde von dort die andere Losung abgelöscht: „Die Macht für das Volk". Die Mehrzahl der Nation, – nach Zahl und Kraft, – wird jedoch, unserer festen Überzeugung nach, den Modus finden, um sich von diesen zu befreien und ein auf demokratischer Basis aufgebautes Regierungssystem zu finden. Diese Regierung wird es dann jedem jugoslavischen Staatsbürger ermöglichen, sich in seinem vollsten Werte zu entfalten, in der Kraft ebenso wie im Inhalte, seine Sprache und die Erziehung seiner Familie im Hause, in Kirche und Schule bewahrend, um dann in Einheit mit uns allen, stufenweise an der Ausbildung des jugoslavischen Selbstbewusstseins und der Überzeugung zu arbeiten, dass der jugoslavische Staat fortbestehen muss, sowie an der Entfaltung jener Kraft, welche sich auf dieses Selbstbewusstsein und diese Überzeugung stützt.

Pétition des Colons Hongrois du Banat et de la Transylvanie.

„L'affaire des colons de race hongroise du Banat et de la Transylvanie est revenue devant le Conseil, dans sa séance du 5 septembre 1925, après avoir fait l'objet d'un examen approfondi du Comité du Conseil composé des représentants du Brésil, de la Grande-Bretagne et de la Suède. Le représentant de la Roumanie, M. Titulesco, a exposé devant ce Comité et devant le Conseil le point de vue du Gouvernement roumain.

Les pétitionnaires font la requête suivante :

Genève, le 18 février 1925.

A son Excellence,
Monsieur le Président du Conseil de la Société des Nations,
Genève.

Monsieur le Président,

La guerre mondiale a eu pour résultat, entre autres, d'avoir mis à l'ordre du jour la question de la réforme agraire dans les pays orientaux de l'Europe.

Le peuple roumain de la Transylvanie a demandé à l'Assemblée nationale de Gyulafehérvár, dans l'alinéa 5 de l'article III de ses Résolutions, que les grandes propriétés fussent diminuées selon les nécessités, que les fidéicommis fussent abolis et que de cette manière l'agriculteur fût mis en mesure d'acquérir une propriété (labour, pâturage, forêt) d'une étendue suffisante pour l'entretien de sa personne et de sa famille.

Nous, soussignés, sommes tous agriculteurs ; aucun d'entre nous ne possède plus de terre qu'il n'en peut cultiver avec sa famille, puisque la propriété de chacun de nous ne dépasse pas 24 jugars cadastraux, soit 13.8 hectares.

Nous, n'avons pas pensé que notre petite propriété pût être diminuée à une époque où la reforme agraire bat son plein et où tous les agriculteurs reçoivent de la terre.

Le premier gouvernement roumain dans l'esprit des Résolutions de Gyulafehérvár, a élaboré le premier décret-loi concernant la réforme agraire, décret qui fut sanctionné par le roi, et qui ne contenait pas encore de mesures spoliatrices à notre égard.

Cependant, lorsque l'intolérance nationale triompha, elle nous frappa d'un coup désastreux, nous qui faisons partie d'une

minorité nationale. A l'époque de la réforme agraire, elle édicta des lois qui nous ont enlevé entièrement notre petite terre, ou qui, par une mutilation considérable de celle-ci, ont mis en question notre existence matérielle.

C'est pour cette raison que nous, soussignés, colons hongrois, habitants des villages-colonies suivants :

Babşa (Babsa), Balinţ (Ujbálincz), Bodofalva (Nagybodofalva), Cara (Kolozskara), Detrehem (Felsődetrehem), Ferihaz (Féregyháza), Ludoşul-Mureş (Marosludas), Mănăştur (Bégamonostor), Moşniţa (Mosnicza), Târgoviste (Vásáros), Viţa (Vicze), Zentanouă (Ujszentes).

présentons nos plaintes au Conseil de la Société des Nations, en demandant tout aussi bien en notre propre nom qu'au nom de tous les colons hongrois et de leurs familles des 24 autres villages-colonies situés dans le Banat et dans la Transylvanie, et qui comptent à peu près 24.000 âmes, la constatation et la réparation des injustices commises à notre égard.

Avant d'exposer dans le détail les dispositions abusives des lois dont il s'agit, qu'il nous soit permis de faire connaître les antécédents historiques de notre situation actuelle.

L'ancien Gouvernement hongrois a inauguré, dans les dernières années du XIX^e siècle, une politique de colonisation intérieure. Cette politique visait un double but : d'une part, elle désirait livrer à l'exploitation agricole des territoires d'une grande étendue appartenant au Trésor public et propres à l'exploitation agricole, mais couverts de forêts ou insuffisamment défrichés ; d'autre part, elle voulait rendre une partie de ces territoires au peuple hongrois qui, avant d'être décimé et chassé par trois siècles de conquête turque, avait vécu sur les lieux en question pendant de longs siècles.

Il ne nous appartient pas d'examiner, d'un esprit critique, si cette politique de l'Etat hongrois était bonne, légitime et juste. Nous n'y voyons aucun mal.

Ainsi, en 1888, le Gouvernement hongrois décida le défrichement de 21.600 jugars cadastraux de forêts dans la vallée de la Béga ; pour la plupart agriculteurs sans terre, ou possédant tout au plus des propriétés dites „naines", nous achetâmes alors à l'Etat hongrois des terres à défricher et à essoucher au prix du marché et nous remplîmes nos obligations assumées dans les contrats individuels.

Des imprimés semblables à celui qui se trouve annexé en original et en traduction française (Annexe A et B) gardés soigneusement par chaque colon comme une relique depuis vingt ans, contiennent les clauses juridiques des contrats individuels de notre colonisation.

Les originaux de ces contrats, signés individuellement, sont conservés au bureau de l'Administration des biens-fonds de l'Etat à Arad, leurs copies se trouvent aux bureaux des livres fonciers respectifs, car, en vertu de ces contrats, nous étions devenus propriétaires inscrits sur les livres fonciers.

Nous n'osons pas, par peur de trop allonger notre exposé, entrer dans le détail de la manière dont nous nous sommes aquittés de nos obligations, mais nous croyons devoir mentionner que nous avons continué, vis-à-vis de l'Etat roumain, à payer la rente que nous avions assumée. D'ailleurs, l'Etat roumain a accepté ces payements sans observation et les a portés à notre crédit dans nos livrets d'amortissement.

Nous savons, d'autre part, que notre établissement dans ces régions n'a point porté préjudice à la population roumaine de cette contrée. Nous avons, bien entendu, des plaintes formulées aux anciens conseils départementaux par les chefs politiques roumains, mais nous savons aussi qu'en vertu de l'Ordonnance No 49494 – 1892, du Ministre de l'agriculture hongrois, les villages roumains voisins des colons ont reçu des pâturages dont ils avaient besoin ; comme prix de fermage, ils n'avaient à payer, généralement, que deux couronnes par jugar cadastral et par an.

Par exemple, les villages suivants ont reçu des terres dans ces conditions favorables (le chiffre mis entre parenthèse indique le nombre des jugars cadastraux) : Kutina (626), Fadimák (425), Bálincz (102), Nevrincsa et Klicsova (197).

Depuis notre établissement dans notre région sous le régime hongrois, 53 villages roumains ont reçu à un prix de fermage modique des terres appartenant à l'Administration des biens-fonds de l'Etat de Lugos.

Lors de l'avènement du régime, ces 53 villages détenaient 12.129 jugars cadastraux de terres affermées et payaient la somme de 49.781 couronnes, soit 4 couronnes 10 fillers par jugar cadastral.

Avec nos voisins roumains, nous avons toujours vécu en parfait accord, et nous pouvons affirmer sans vouloir nous vanter

que nous leur avons appris pas mal de procédés de bonne exploitation.

Nous n'avons aucunement empêché leur enrichissement matériel ; au contraire, par notre exemple, nous y avons contribué. Mais d'ailleurs, quel que soit l'effet de notre établissement dans ce pays, quand bien même il aurait porté préjudice à la population roumaine, la responsabilité en incomberait à d'autres, et non pas à nous. Une chose est certaine, c'est qu'aucun pouvoir public ne peut être autorisé à provoquer notre ruine matérielle pour des raisons politiques, surtout pas à un moment où, aux termes de la loi de réforme agraire, les prétentions de la population roumaine trouvent une satisfaction illimitée, sans qu'il soit besoin de confisquer nos petites terres.

Voici encore un fait qui éclairera le tableau de notre situation.

Comme il ressort du § 26 de l'Acte de colonisation (modèle de contrat de colonisation) (Annexe A et B), la répartition des nouvelles colonies une fois terminée et la première annuité payée, l'Etat hongrois aurait été obligé, aux termes de l'article 16 de la loi V de 1894, de porter notre nom sur le registre foncier et de nous rendre ainsi propriétaires inscrits sur le registre foncier. Dans un petit nombre de villages, cela s'est passé de la sorte. Cependant, dans la plupart des communes, à cause d'un retard administratif, l'inscription n'eut lieu qu'au printemps 1919, lorsque les autorités hongroises travaillaient encore ici sous le contrôle des troupes d'occupation françaises.

Cette circonstance a eu pour beaucoup d'entre nous — comme nous allons le voir — des conséquences fatales, encore qu'aucun de nous ne puisse être accusé d'incurie ou d'omission.

Mais passons maintenant aux dispositions abusives des lois en question. Il s'agit de deux lois.

L'une de ces deux lois a paru dans le *Journal Officiel* (No 93, année 1921) ci-joint, sous C) en original et sous D) en traduction française ; c'est la loi concernant la réforme agraire générale. L'autre a été publiée au même endroit (No 172, année 1921) ; elle est ci-jointe sous E) en original et sous F) en traduction française ; nous l'appelons communément «la loi spoliatrice des colons».

Dans la loi concernant la réforme agraire générale, l'art. 10 lèse particulièrement nos intérêts.

Cet article énonce que «les propriétés des colons établis

après le 1er janvier 1885 seront expropriées dans leur intégrité jusqu'à la mesure des lots de terre dus aux ayants droit énumérés dans l'art. 86.»

Le renvoi à l'article 86 est erroné. C'est l'article 92 qu'il faut lire.

Le décret portant règlement d'exécution, publié dans le *Journal Officiel* No 79, du 12 juillet 1922, ajoute à ce chapitre les remarques suivantes : «Aux termes de cet article, est qualifiée colonisation toute répartition de terres qui a eu lieu à l'exclusion de la concurrence libre, fût-ce au profit de personnes venant d'autres contrées ou de la population régionale. Cette disposition n'est pas applicable aux terres de colonisation passées en possession de tierces personnes autrement que par voie de succession.»

Les 24 villages-colonies en question ont été créés tous, entièrement ou tout au moins en partie, après 1885.

Selon cet article et le décret portant règlement d'exécution on peut, sous prétexte de «réforme agraire», exproprier, de nos terres de 16 à 24 jugars cadastraux, une portion telle qu'il ne nous reste que le «lotul-tip» (propriété normale) fixé pour notre région, soit 1 à 7 jugars cadastraux.

L'art. 50 de cette loi générale sur la réforme agraire établit le montant de l'indemnité. Aux termes de cet article : «L'indemnité à payer pour la terre expropriée sera établie par jugar cadastral, selon les branches de culture et la qualité de la terre. La base de calcul est fondée sur : le prix des terres dans cette région en 1913, les salaires qu'on y payait capitalisés à 5 %; les estimations faites par les banques, le bénéfice net inscrit sur le cadastre, l'impôt foncier et tout autre impôt des cinq dernières années précédant 1913. Néanmoins la somme de l'indemnité ne peut pas dépasser le prix normal de l'année 1913. Le calcul se fait en lei. A l'établissement de l'indemnité, le lei est considéré comme équivalent á la couronne. Sont exceptées les terres destinées à la formation ou à l'agrandissement de pâturages communaux dont l'indemnité sera calculée de façon qu'un lei équivaille à 2 couronnes.»

Aux termes de cet article de la loi, la valeur or de 1913 de notre terre expropriée est calculée en valeur lei papiermonnaie.

Un exemple montrera ce que cette évaluation signific pour nous.

Sous G) nous présentons un tableau récapitulatif des don-

nées concernant la village-colonie de Moşnita. A Moşnita la colonisation a eu lieu en 1903 et l'on a créé 110 colonies, chacune avec 24 jugars cadastraux.

En outre 10 colons-ouvriers ont reçu chacun 4 jugars cad. et 90 ouvriers de fabrique ou autres chacun $1^1/_2$ jug. cad. près de la banlieue de Temesvár.

Le prix d'achat des colonies était de 7940 couronnes.

Sur cette somme chaque colon avait dû verser 1000 couronnes dès avant le tirage au sort, laquelle somme représentait généralement le prix de vente de la petite terre qu'il possédait auparavant ou le total de son héritage. Pour le restant de la somme, il devait payer dans la première année 2%, dans la deuxième 3% d'intérêt; dans les années suivantes l'annuité de 323 couronnes 06 fillers à titre d'amortissement et d'intérêt.

La plus grande partie des colons a amorti sur le prix d'achat total de 7940 couronnes 5560 couronnes sous le régime hongrois, 1292 couronnes sous le régime roumain; le restant est de 1088 couronnes. Même le plus mauvais payeur a versé 2355 couronnes or.

Chez nous, selon les données de la Bourse de marchandises en l'année 1903, le prix moyen du blé était de 16 couronnes par quintal. Dès lors en versant 1000 C. or après le tirage au sort, les colons de Mosnita ont versé à la Caisse de l'Etat la valeur de $62^1/_2$ quintaux de blé. Depuis lors, jusqu'en 1918 même ceux qui ont payé le moins ont amorti annuellement 100 C. en moyenne, soit 1500 C. or, en tout 2500 C. or.

Comme, entre 1903 et 1918, le prix moyen du froment était de 21 C., ils ons versé depuis 1903 en amortissement la valeur de 76 autres quintaux de blé — au total la valeur de $138^1/_2$ quintaux de blé en dehors des intérêts ponctuellement payés.

Aujourd'hui, le froment étant coté à Bucarest 1250 lei le quintal, cette valeur représente environ 173,125 lei en moyenne 7213 lei par jugar cadastral. Or, à l'expropriation, on a fixé comme indemnité 1000 lei par jugar cadastral, ce qui veut dire qu'au colon qui a versé la moindre somme à titre d'amortissement, on enlève six septièmes de son capital investi, sans compter son travail d'amélioration.

Les colons qui s'étaient empressées d'aquitter au plus vite, subissent des dommages beaucoup plus considérables encore; le calcul que nous venos de faire le montre suffisamment.

Encore est-il que l'indemnité minime accordée par l'Etat roumain pour les terres expropriées n'est pas payée au comptant, mais en bons d'Etat intransmissibles et sans valeur réelle sur le marché.

Au moment où d'autres agriculteurs reçoivent des fortunes pour rien ou pour des prestations minimes, la même loi sur la réforme agraire détruit notre fortune, bien que nous n'ayons pas reçu ces terres en cadeau; nous les avons achetées au comptant, soit dans des conditions favorables. Mais si les conditions favorables suffisent à créer un titre à l'abrogation des conséquences juridiques des obligations civiles, comme toute la réforme agraire roumaine, en cours d'exécution, produit des résultats de cette nature, la notion du droit de propriété tombe dans un état de complète obscurité.

L'autre loi est la loi dite «loi spoliatrice des colons».

Nous avons dit que l'Etat hongrois, dans la plupart des cas, n'a fait inscrire individuellement les colonies au nom des colons sur les registres fonciers (art. 16, loi V ex 1894) qu'au *printemps 1919*.

Lorsqu'au mois de mai 1919 les Roumains prirent chez nous le pouvoir en main et que les pouvoirs publics furent exercés par des fonctionnaires roumains au nom du Gouvernement roumain, nous étions déjà inscrits sur les registres fonciers; c'était d'ailleurs notre droit incontestable.

Les organes du pouvoir public roumain ont intenté des procès contre nous devant des tribunaux roumains afin d'établir si nos noms ont été inscrits sur les registres fonciers dans les formes légales.

Cependant, comme il était manifeste pour tout juriste que notre inscription avait été effectuée sur la base d'un droit acquis depuis longtemps, et incontestable aux termes des anciennes lois, le Gouvernement Averesco, dans son parlement sans opposition, a fait voter la loi publiée dans le No 172 de l'année 1921 du *Monitorul Oficial*, aux termes de laquelle les bureaux des livres fonciers ont pu et dû radier nos noms sans procédure, et réinstaurer dans le registre foncier le droit de propriété de l'Etat concernant nous immeubles.

En effet, cette loi déclare nul et non avenu tout acte juridique passé *après* le 1er décembre 1918, soit par le Gouvernement hongrois, soit par ses organes, soit par toute autre per-

sonne ou organe, si cet acte a été passé à l'exclusion du ministre tout compétent du Gouvernement roumain. En outre, a été déclaré nul et non avenu acte juridique passé même *avant* le 1er décembre 1918 et exécuté dans les formes légales, mais non inscrit sur le registre foncier jusqu'au 1er décembre 1918 ou dont l'inscription sur le registre foncier a eu lieu sans autorisation ou avec une autorisation autre que celle du ministre compétent du Gouvernement roumain ou celle du Conseil des ministres. En conséquencs la loi déclare que tous les immeubles qui ont été inscrits individuellement, non par le régime roumain, mais sur le registre foncier seront restitués à l'Etat exempts de toute charge sans que l'Etat soit obligé de payer une indemnité quelconque.

Cette loi annule notre droit de propriété incontestable et acquis depuis plusieurs dizaines d'années et cela sans aucune indemnité pour la raison unique que l'inscription a eu lieu.

Les jurisconsultes roumains les plus distingués n'ont pas voulu croire que pareille chose pût arriver dans un Etat constitutionnel. Ils s'efforçaient de montrer que cette loi ne pouvait être appliquée qu'en cas de fraude. Mais cette interprétation a dû s'incliner devant le texte formel de la loi et devant son application impitoyable.

En effet, la loi contient même des dispositions relatives aux actes juridiques passés entre le 18 octobre 1918 et le 1er décembre 1918, encore que la légitimité du régime hongrois n'ait même pas été mise en question à cette époque.

La loi déclare au sujet de ces actes juridiques, que ceux qui ont été passés au cours de cette période par le gouvernement hongrois ou par ses organes, fussent-ils inscrits ou non sur les registres fonciers, sont nuls et non avenus et qu'ils restent tels, si conformément à l'art. 2 du décret No VII-1919 du Conseil de gouvernement ils n'ont pas été, jusqu'au 30 juin 1920, portés à la connaissance du Gouvernement roumain et ratifiés par celui-ci.

Ainsi la loi présume le contrat préjudiciable à l'Etat roumain et l'invalide, si la présomption n'est pas réfutée. Cependant la loi n'admet la voie de recours que pour ladite période de 1918, ce qui prouve qu'en ce qui concerne les immeubles inscrits après le 1er décembre 1918 sur le registre foncier, elle entend abroger sans condition le droit de propriété déjà acquis.

Après avoir pris connaissance des textes des deux lois susmentionnées, nous avons d'abord, en sujets loyaux, et par la voie de la presse, attiré l'attention sur la situation affreuse où nous ont fait tomber la mauvaise foi et l'ignorance juridique de quelques législateurs, mais plus tard nous avons décidé d'aller réclamer en personne auprés du Gouvernement et des deux Chambres la modification de ces lois, en montrant notre situation sous sa vraie lumière.

En avril 1922 nous nous présentâmes chez le Président du Sénat qui nous promit des réparations ; chez M. Orleanu, Président de la Chambre des Députés, qui déclara qu'il considérait l'art. 10 de la loi générale sur la réforme agraire dans sa forme actuelle comme une mesure démagogique qui doit être amendée.

Nous nous présentâmes ches M. Constantinesco, Ministre de l'agriculture, qui nous a déclaré qu'il jugeait impossible qu'on nous enlevât une portion de propriétés aussi petites que les nôtres. Et enfin nous avons déposé notre mémorandum au cabinet de Sa Majesté, puisqu'une audience ne nous a pas été accordée vu l'absence de Sa Majesté.

Nous avons donc fait tout notre possible pour obtenir la réparation du tort qu'on nous a fait. Tout a été inutile, hélas, car en automne 1922 l'expropriation effective a commencé sur la base des lois mentionnées ci-dessus.

Les commissions cantonales, appelées à juger en premier ressort sur les affaires d'expropriation, ont pris les décisions les plus diverses.

Il y en eut — par exemple à Lugoj — qui declarèrent n'avoir rien à exproprier, le droit de propriété ayant été, pour les terres de tous les colons, retransféré au profit de l'Etat sur les registres fonciers. Ailleurs, on a jugé individuellement chaque cas et laissé 1 à 7 jugars à toute personne ayant figuré sur le registre foncier avant les radiations. Ce fut le cas à Moşniţa.

Dans d'autres cas, sans prendre en considération le nombre des personnes ayant figuré sur les registres fonciers, on a laissé, non pas à chaque colon, mais à chaque famille de colon, le lot-type, c'est-à-dire le terrain de 1 à 7 jugars dû à un prétendu ayant droit.

Les commissions agraires de seconde instance (commisions départementales) ont agi avec plus d'uniformité et suivi partout le principe de l'expropriation individuelle.

Pour certaines communes, la commission de seconde instance ne s'est pas encore prononcée. Mais là où la décision de la seconde instance a été rendue, comme à Moşniţa, Ferihaz, Recas, etc., les colons durent peu après quitter leurs terres et celles-ci furent distribuées aux ayants droit roumains de la localité ou des localités voisines.

Dans ces conditions, nous avons attendu avec une émotion compréhensible la décision de la troisième instanee, qui a déjà été prise, en effet, pour deux communes, Ludoşul-Mureş et Zentanouă. Nos espoirs ont été vains. La troisième instance n'a laissé également à chaque colon que le tot-type, c'est-à-dire 1 à 7 jugars de terre.

Nous ne pouvons pas produire ici les décisions de la troisième instance car elles ne nous ont point été communiquées. Par contre, nous pouvons nous en rapporter à M. Cipoianu, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'agriculture, qui nous a déclaré que dans toutes les communes, les colons ne garderont chacun que le lot-type, c'est-à-dire 1 à 7 jugars de terre.

Ayant appris ainsi de source officielle la décision cruelle prise à notre égard, et attendu que dans deux communes l'affaire a été réglée déjà en fait suivant ce principe nous ne pouvons plus mettre notre espoir qu'en la pitié de la Société des Nations à notre égard, pitié qui la déterminera, nous l'espérons à demander à notre Gouvernement d'user aussi vis-à-vis de nous de l'esprit de la justice et du principe de l'égalité devant la loi.

Avant de terminer notre requête, nous devons encore appeler l'attention sur deux faits.

1o) En dressant la liste des ayants droit, on a déjà commis une injustice envers nous. Au début, on a omis nos fils de la liste en donnant comme justification que, nous autres pères, nous possédions des terres. El maitenant, nous voilà dépossédés de la majeure partie de nos terres, de sorte que dans beaucoup de familles la part d'un enfant ne dépassera pas un jugar. On a bien dressé, dans quelques endroits, une liste supplémentaire, mais dans de nombreuses communes ce n'est pas le cas; la liste supplémentaire, a été établie d'une façon tout à fait arbitraire.

2o) M. Constantinesco Ministre de l'agriculture, a fait, dans la séance du 10 novembre 1923, du Sénat, la déclaration suivante: «Nous avons retenu des terres expropriées en Transylvanie, dans la zone s'étendant de Temes-Torontál par Arad

jusqu'à Szatmár, pour y établir des Roumains vivant au-delà de nos frontières et sur nos montagnes neigeuses. Je pense en effet, que ces terres expropriées doivent revenir à ceux qui représentent le berceau du nationalisme roumain.«

Les paroles de M. le Ministre de l'agriculture furent naturellement applaudies. Ont applaudi aussi ceux d'entre les sénateurs qui avaient voté l'article 10 de la loi agraire, article qui ordonne l'expropriation de nos terres; ils ont trouvé une justification dans le fait que les Gouvernements hongrois nous avaient donné des terres dans la proximité des communes habitées par des Roumains.

La colonisation annoncée par M. Constantinesco, Ministre de l'agriculture, a, en effet, commencé et dans les comitats mentionnés, habités par des Hongrois, on attribue aux Roumains des terres de 16 à 20 jugars et plus, alors qu'on nous enlève les terres achetées et payées entiérement ou en grande partie par nous. La seule explication que nous puissons trouver c'est pue notre Gouvernement nous considère, nous, appartenant à la minorité hongroise, comme des citoyens de second ordre, dont les intérêts viennent après ceux des personnes de race roumaine.

Nous avons tout essayé pour convaincre notre Gouvernement. N'ayant obtenu aucun résultat dans notre pays, nous nous sommes permis, tout en protestant de notre entière fidélité envers notre Etat, de venir devant la Société des Nations et d'élever ici notre voix.

Nous demandons qu'elle soit entendue enfin.

Vu que notre expulsion de nos terres est en cours, ou tout au moins imminente, vu par conséquent, l'extrême urgence de l'affaire et le péril en la demeure, nous nous permettons de formuler en même temps la demande de bien vouloir traiter notre affaire comme extrêmement urgente, conformément aux dispositions spéciales de la résolution du Conseil du 27 juin 1921, et de bien vouloir, en outre, inviter le Gouvernement roumain, dès la prochaine réunion du Conseil, à surseoir sans retard à tous les délais d'expropriation et d'éviction des colons jusqu'à la sentence de la Société des Nations, éventuellement sur arrêt de la Cour permanente de Justice internationale, au sujet du fond de cette affaire.

(Signé) JULES TORNYA,
Avocat à Ciacova, en Roumanie.

Au nom des colons hongrois des villages-colonies de Babșa (Babsa), Balint (Uj-Bálincz), Bodofalva (Nagybodófalva), Cara (Kolozskara), Detrehem (Felsődetrehem), Feriház (Féregyháza), Ludosul-Mureș (Marosludas), Mănăștur (Bégamonostor), Mosnița (Mosnicza), Târgovișta (Vásáros), Vița (Vicze), Zenta-nouă (Ujszentes), dont les signatures authentiques se trouvent sur les procurations ci-jointes.

La demande ci-dessus est appuyée par le Parti Hongrois de Roumanie ainsi qu'il ressort de la procuration donnée à M. l'Avocat Tornya, également ci-jointe.

En réponse aux plaintes de colons, le Gouvernement roumain a fait remarquer que, tandis que les colonisations faites avant 1885 avaient pour but la mise en valeur des régions manquant de bras, celles qui ont été faites après cette date n'avaient pas un but économipue et privaient de la possibilité d'acquérir de la propriété une population agricole considérable qui manquait complètement de terrains de culture. Le résultat de ces colonisations a été qu'au moment de l'application de la réforme agraire roumaine dans les régions où cette colonisation avait eu lieu, il y avait, d'une part, de nombreux colons possédant des superficies variant de 15 à 25 jugars et, d'autre part, des paysans autochtones privés de terres et vivant dans le plus complet dénuement. La stipulation de l'article 10 de la loi agraire pour la Transylvanie a donc été nécessaire parce que, malgré l'expropriation de la grande propriété, il n'y avait pas dans la région des colonies en question une superficie suffisante pour satisfaire le droit de tous ceux qui étaient appelés à bénéficier de l'expropriation. Le Gouvernement roumain a ajouté que, pour l'attribution des lots formés avec les terres expropriées, soit aux grands propriétaires, soit aux colons, il n'était fait aucune distinction quant à la nationalité des bénéficiaires.

En ce qui concerne la loi sur l'invalidation des actes relatifs aux biens dans les territoires rattachés à la Roumanie, le Gouvernement a affirmé qu'elle n'avait affecté en rien la situation des colons qui avaient acquis leurs biens d'une façon régulière et pouvaient prouver qu'ils ont acquitté leur annuité aux organes compétents. Ce sont donc les acquisitions irrégulièrement faites qui ont été revisées et annulées conformément aux dispositions

de la loi sus-mentionnée. Ces annulations n'ont entraîné aucune dépossession, de 1918 à 1925, date à laquelle les pétitionnaires ont porté plainte.

De l'examen du tableau statistique fourni par le Gouvernement roumain, il ressort que le nombre de colons intéressés est de 2.300 environ. La surface totale des colonies en question est de 42.000 jugars. De cette surface on a exproprié et on se propose d'exproprier, en vertu de l'article 10 de loi sur la réforme agraire, en tout 24.000 jugars, soit environ 60% de la surface totale. Le prix d'achat total (sans intérêt) des colonies, d'après les contrats, est 11,300.000 couronnes hongroises. Les colons devaient payer à partir de la troisième année pendant cinquante ans (dans certains cas, dans un délai plus court) une somme annuelle pour l'amortissement du capital et l'intérêt. Pendant les premières années, ces versement annuels ont consisté surtout en intérêt, et seulement une somme relativement faible a représenté l'amortissement.

M. Titulesco a expliqué devant le Conseil qu'à supposer que les colons aient payé en or leurs annuités juspu'à 1918, et en monnaie dépréciée le restant du prix, ils auraient payé en tout 1,670.000 couronnes, le prix total des colonies étant de 11,300.000 couronnes. Le Gouvernement roumain considère que les bâtiments, construits en grande partie par l'État hongrois, et que les colons ont gardés, doivent bien valoir, même sous-estimés, 1,400.000 couronnes qui additionnées aux 300.000 francs or qu'ils ont reçus du Gouvernement roumain comme indemnité pour la terre qui leur a été expropriée, forment une contrepartie égale, sinon supérieure, aux 1,670.000 couronnes payées par eux.

Finalement, le tableau préparé par le Gouvernement roumain montre que l'application de l'article 10 de la loi agraire laisse aux colons expropriés une étendue de terres supérieure, parfois même de beaucoup supérieure, au lot-type de la région, à savoir au lopin de terre alloué par les autorités de la réforme agraire aux ayants droit, fussent-ils roumains, qui habitent les vingt-six villages-colonies. Les colons expropriés sont laissés en possession de leurs maisons d'habitation, leurs plantations et toutes les installations de la ferme. Un nombre considérable (1.314 sur un total de 6.303) des ayants droit auxquels la terre expropriée est distribuée, est contitué par des personnes appartenant aux familles des colons.

En outre, le Gouvernement roumain a fait examiner la situation de chaque colon au point de vue de l'accomplissement de toutes ses obligations sous son contrat. Il ressort de cet examen qu'un nombre considérable de colons pourraient être entièrement privés de leurs colonies (avec les maisons et autres installations), si le Gouvernement exerçait contre eux le droit de rachat tel qu'il a été établi dans les contrats. Ces contrats rédigés par l'ancien Gouvernement hongrois contiennent en effet des conditions extrêmement dures pour les colons et offrent au Gouvernement maintes occasions d'exercer vis-à-vis du colon ce droit de rachat qui, dans les circontances actuelles, priverait ces colons de leurs foyers contre une indemnité presque illusoire. Le Gouvernement roumain a d'ailleurs déclaré avec la plus grande netteté qu'il n'entrait nullement dans ses intentions de se prévaloir de ce droit tant qu'il ne serait pas porté atteinte à l'article 10 de la loi agraire.

Le Gouvernement roumain a reconnu que le cas des colons sujets aux mesures prévues à l'article 10 de la loi agraire doit être considéré par suite de la situation géographique de leurs propriétés, comme exceptionnel. Ces proprétés se trouvent, en effet, dans une région où, à cause du manque de terres disponibles, il a fallu exproprier jusqu'à une limite plus étroite que dans le reste du pays pour donner satisfaction aux personnes qui devraient recevoir de la terre. Tenant compte de cette situation exceptionnelle, le Gouvernement roumain a proposé au Conseil, sans modifier l'article 10 de la loi agraire qui recevra pleine exécution, d'offrir aux colons frappés par cette clause une *indemnité humanitaire qui, sans avoir aucune connexion avec le* prix d'expropriation, leur donne un témoignage matériel de l'intérêt qu'il porte à leur situation particulière.

L'indemnité offerte par le Gouvernement roumain s'élève à la somme de 700.000 francs or qui seront répartis entre les colons conformément à des arrangements à faire d'accord avec le Gouvernement roumain.

Cette solution pratique de l'affaire a paru au Conseil plus favorable aux intérêts des colons et à la pacification de la population directement intéressée qu'une décision juridique annulant l'article 10 de la loi agraire. Il a, en conséquence, accepté la proposition du Gouvernement roumain qui donne au Conseil, a dit le rapporteur, M. de Mello Franco, l'occasion de clore cette affaire avec la conviction d'avoir rendu possible, entre le Gouvernement roumain et certains de ses sujets, un arrangement satisfaisant qui prouve l'esprit de bienveillance que le Gouvernement roumain désire apporter dans ses relations avec les colons de race hongroise.

Statistische Mitteilungen.

Statistik der Abgeordneten- und Senatorwahlen Siebenbürgens und des Banates.

Von **Dr. Ladislaus Fritz.**

Das „Indicatorul comunelor din Ardeal şi Banat" benannte Werk Nicolae Istrate's, Sectionschef des Klausenburger staatlichen statistischen Amtes, verfasst im Jahre 1925, enthält mit besonderer Berücksichtigung der neuen Komitats-Einteilung detaillierte Daten über die Bevölkerung Siebenbürgens und des Banates vom Jahre 1923. Diese Daten wurden im „Buletinul Statistic" veröffentlicht, welches als Ausgabe des staatlichen zentralen statistischen Bureaus als unbedingt „offizielle Daten" zu betrachten sind. Auf Grund dieser Daten ist laut folgender Tabelle ersichtlich:

Die Gesamtbevölkerung Siebenbürgens und des Banates beträgt 5,471.000 Seelen. Die Zahl der Siebenbürgen und das Banat vertretenden Abgeordneten 122, der Senatoren 39.

Hinsichtlich der Nationalität verteilt sich die Bevölkerung folgendermassen:

a) Rumänen 3.221.000, welche Zahl beiläufig 650.000 Stimmen entspricht – (beiläufig $^1/_5$ der Seelenzahl ist mit Wahlrecht bekleidet und in die Namensliste aufgenommen.)

b) Ungarn 1,353.000, wovon Wahlrecht besitzen cca 270.000
c) Deutsche 557.000, „ „ „ „ 112.000
d) Juden 203.000, „ „ „ „ 40.000
e) Übrige 137.000, „ „ „ „ 27.000

f) Gesamtzahl der Minderheiten 2.250.000 Seelen, was bei einer Abgeordnetenwahl beiläufig 450.000 Wahlstimmen bedeutet.

Im Verhältnis der Seelenzahl würden auf die einzelnen Nationalitäten folgende Abgeordneten- und Senatoren-Mandate entfallen:

a)	auf die	Rumänen	73	Abgeordete,	23 Senatoren
b)	„	„ Ungarn	30	„	10 „
c)	„	„ Deutschen	12	„	4 „
d)	„	„ Juden	4	„	1 „
e)	„	„ übr. Nation.	3	„	1 „

f) auf sämtliche Minderheiten entfielen von den 122 Abgeordneten- und 39 Senatoren-Mandaten 49 Abgeordneten- und 16 Senatoren-Mandate.

Name des Komitates	Population des Komitales: Gesamtbevölkerung	Population des Komitales: Die Minderheiten zusammen in absoluten Zahlen	Sind zu wählen: Abgeordnete	Sind zu wählen: Senatoren	Auf die Ungarn entfallen nach Proportionszahl: Abgeordnete	Auf die Ungarn entfallen nach Proportionszahl: Senatoren	Auf die übrigen Minderheiten entfallen nach Proportionszahl: Abgeordnete	Auf die übrigen Minderheiten entfallen nach Proportionszahl: Senatoren	Auf sämtliche Minderheiten entfallen zusammen: Abgeordnete	Auf sämtliche Minderheiten entfallen zusammen: Senatoren
Unter-Albenser	210.569	32.313	5	1	0·50	0·11	0·19	0·03	0·69	0·14
Arad	424.601	179.176	9	3	2·11	0·70	1·68	0·56	3·79	1·26
Bihar	485.364	189.561	9	4	2·79	1·24	0·72	0·32	3·51	1·56
Bistritz-Naszód	138.538	36.925	3	1	0·12	0·04	0·67	0·22	0·79	0·26
Kronstadt	150.526	72.549	3	1	0·76	0·25	0·68	0·22	1·44	0·47
Csik	122.069	112.576	3	1	2·71	0·90	0·01	0·00	2·72	0·90
Fogaras	78.184	13.180	3	1	0·22	0·07	0·28	0·09	0·50	0·16
Háromszék	131.807	105.424	3	1	2·35	0·78	0·00	0·00	2·35	0·78
Hunyad	348.630	70.399	9	3	1·22	0·40	0·67	0·19	1·89	0·59
Klein-Kokel	146.096	63.383	4	1	1·03	0·25	0·69	0·17	1·72	0·42
Klausenburg	342.581	130.009	6	2	1·84	0·61	0·43	0·14	2·27	0·75
Krassó	455.154	108.211	5	2	0·23	0·09	0·94	0·37	1·17	0·46
Szörény			6	2						
Marostorda	275.974	161.680	6	1	2·85	0·95	0·66	0.22	3·51	1·17
Maramaros	151.342	50.958	4	1	0·17	0·04	1·18	0·29	1·35	0·33
Gross-Kokel	163.086	83.082	4	1	0·46	0·10	1·63	0·40	2·09	0·50
Szatmar	340.842	146.478	6	1	1·46	0·24	1·11	0·18	2·57	0·42
Hermannstadt	189.615	65.618	5	2	0·16	0·03	1·56	0·31	1·72	0·34
Szilágy	312.189	131.048	6	2	1·90	0·63	0·61	0·20	2·51	0·83
Szolnok	220.981	48.674	5	2	0·74	0·29	0·40	0·14	1·14	0·43
Temes	473.516	282.799	10	4	1·41	0·56	4·55	1·82	5·96	2·38
Tordaaranyos	179.091	41.792	4	1	0·84	0·21	0·08	0·02	0·92	0·23
Udvarhely	130.636	124.376	4	1	3·73	0·93	0·01	0·01	3·76	0·94
Zusammen	5.471.391	2,250.211	122	39	29·60	9·42	18·75	5·90	48·37	15·32
Rund	5,471.000	2,250.000			30	10	19	6	49	16